



Virage à droite mirage à gauche



Santé

Système en péril
page 3

Répression

Tarnac, ça recommence !
page 4

Prison

Ça débloque carcéral
page 7

Grève

Lisieux voit rouge (et noir)
page 8

Sexisme

Playmobil s'illustre...
page 11

Écologie

Décroissance toute
page 12

Histoire

Les Bourses du travail
page 17

Lecture

Anarchie oblige
page 20

M 02137 - 1614 - F: 2,50 €



Sommaire

Le Monde libertaire est le journal de la Fédération anarchiste. L'édition, la mise en page, l'iconographie et la correction sont assurées par le Comité de rédaction du Monde libertaire (CRML), formé de membres bénévoles de la FA qui leur confie ce mandat pour un an.

Les auteurs des articles ne sont pas tous membres de la FA mais leurs productions sont systématiquement lues et acceptées à l'unanimité par le CRML avant leur publication.

Pour soumettre un article au CRML, il suffit d'envoyer un fichier au format doc à l'adresse:

monde-libertaire@federation-anarchiste.org

La mention « Article » doit figurer dans l'objet de l'e-mail. Une page du journal représente environ 5000 signes, espaces comprises. Si l'article est accepté, nous nous occupons de l'illustration, bien que nous acceptons les images éventuellement fournies avec l'article (libre de droits). Le CRML se réunit le mardi soir pour décider du contenu du numéro à paraître la semaine suivante. Cela signifie qu'un article reçu le mercredi ne sera lu que six jours plus tard et publié au plus tôt quatorze jours après réception, voire plus tard, en fonction de notre plan de charge.

Un article peut ne pas être publié pour plusieurs raisons qui n'ont pas trait au contenu politique. Le journal ne comprenant que 24 pages, celles-ci peuvent être occupées par des articles prioritaires. D'autre part parmi plusieurs articles traitant du même sujet, le CRML peut faire le choix de ne pas tous les publier.

La santé en danger, par P. Schindler, page 3

Tarnac, ça recommence ! par A. Sulfide, page 4

Brèves de combat, page 6

Le « combat » des matons..., par Ras-les-Murs, page 7

Grève à Lisieux, par P. Schiller, page 8

Crétins de chrétiens, par N. Potkine, page 10

Playmobil, en avant le sexisme, par G. Goutte, page 11

La croissance en question, par J.-P. Tertrais, page 12

Lutte pour la terre en Inde, par A. Roy, page 14

Histoire des Bourses du travail, par D. Rappe, page 17

Anarchisme et non-violence, par M. Crès, page 20

Radio noire et rouge, page 21

Agenda rouge et noir, page 22

**Profitez des anciens tarifs d'abonnement
(offre valable jusqu'au 31 décembre 2010).**

Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin).

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international

(IBAN: FR764255900062100287960215).
(BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)

Dépôt légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.



La santé dans l'antichambre du gouvernement

Virage à droite, mirage à gauche. Il s'agit bien évidemment de la droite et de la gauche parlementaires, celles des partis, des cliques baveuses qui lorgnent sur les postes rémunérateurs à la tête de notre bien-aimée république. Un virage à droite, certes, mais qui n'est pas récent. Peut-on vraiment dire qu'on est sorti de ce tournant depuis 1945 ? Mais à présent, on sent qu'il est de plus en plus serré. Discrètement, la Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI) est en débat au Parlement, même si le débat n'est qu'un simulacre. Bien que très décriée par des organisations militantes, peu sont au courant du renforcement de la hiérarchie de l'État, de la surveillance accrue de la population avec son fichage systématique, automatique et erratique, de la répression (avec par exemple le couvre-feu pour les mineurs de moins de 13 ans) plus facile (extension des pouvoirs de la police et création d'une « réserve civile », sorte de milice sous contrôle, augmentation voire création de nombreuses peines) et de tant d'autres horreurs orwelliennes. Si ça ce n'est pas un virage à droite... Eh bien si ce n'en est pas un, il suffira de constater que les conflits d'intérêts deviennent monnaie courante puisqu'après le changement de façade du gouvernement, on découvre que la nouvelle secrétaire d'État à la Santé se prend les pieds dans le tapis dans l'affaire du Mediator, ce médicament contre l'obésité mais prescrit comme coupe-faim et qui aurait causé près de mille morts durant les trois dernières décennies, en se référant sur l'AFSSAPS, agence chargée d'autoriser les mises sur le marché des médicaments, elle-même financée en majeure partie par de grands groupes pharmaceutiques (c'est un exemple de conflit d'intérêt bien sûr, s'il fallait tout dire, il faudrait deux pages de notre bon vieux journal). Et je passe sur l'affaire des rétrocommissions lors de ventes de sous-marins au Pakistan et qui auraient (paraît-il) financé une partie des campagnes présidentielles de 1995. Tout ce qu'on peut en dire, c'est que décidément, la critique anarchiste (entre autres critiques) n'en finit pas d'être pertinente. Et puis le mirage à gauche. Quoi de plus révoltant pour les syndicalistes en lutte que de se voir trahis par leurs « hiérarques », quand la CFDT puis la CGT invitent les autres syndicats à signer leur défaite et la fin de leurs plus importantes revendications sur le dossier des retraites ? Et pour ce qui est des partis dits « de gauche », que font-ils, où sont-ils, qu'opposent-ils ? Rien, justement, mous. Mais il ne faut pas s'attendre à ce que la justice sociale émane de telles structures avides de pouvoir, fusent-elles « de gauche ». À bien y regarder, UMP et PS se ressemblent, et pas que dans leurs programmes électoraux : ils se ridiculisent semblablement avec leurs luttes intestines et leurs guerres d'ego. Ridicules, ils le sont, mais dangereux ils restent. Il ne faut pas oublier que le pouvoir politique est entre les mains de ces histrions et que malgré l'inanité de leurs gesticulations les anarchistes doivent les surveiller, en attendant de les voir disparaître.



LE DEUXIÈME REMANIEMENT a au moins permis de rendre les choses claires : le ministère de la Santé devient un secrétariat d'État. Autant dire que, pour l'UMP, la santé n'est pas une priorité. C'est le moins qu'on puisse dire. Pour sa part, Nora Berra, la nouvelle secrétaire, entame sa mission remplie de confiance : « J'aborde cette nouvelle mission avec humilité mais avec la grande énergie que vous me connaissez. » Visiblement, personne ne la connaît, en tout cas pas les associations de malades. Ce qui n'empêche pas Nora Berra de continuer sur son blog : « Ce nouveau gouvernement Fillon possède tous les atouts pour poursuivre l'action réformatrice de la majorité. » Doit-on comprendre qu'après les franchises médicales, le démantèlement du service hospitalier, l'exclusion des sans-papiers des soins, les expulsions de malades dans des pays où ils ne pourront pas se faire soigner et l'augmentation inquiétante des décès en prison, on doit encore s'attendre au pire ? L'action « réformatrice de la majorité » est déjà une catastrophe pour la santé, les droits et la vie des plus démunis. D'ailleurs, le Parti communiste et Act-Up Paris viennent de signer un communiqué commun, s'inquiétant d'une possible dérive de la nouvelle secrétaire d'État à la

Santé, en raison des années qu'elle a passées au service de groupes pharmaceutiques. Comme le souligne le PC : « Médecin aux hospices civils de Lyon, tout en étant médecin au sein de trois des principaux groupes pharmaceutiques, Nora Berra continuera de cultiver le conflit d'intérêt, qui reste la marque de fabrique des gouvernements de l'ère Sarkozy. » En effet, elle n'est pas la première du genre : Roselyne Bachelot, désormais ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale, avait également travaillé pour l'industrie pharmaceutique, rappelle le PC. Act-Up Paris propose, pour sa part, de « pour donner des preuves qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt, Nora Berra devrait, par exemple, proposer une taxe sur les bénéfices des compagnies pharmaceutiques pour financer la Sécurité sociale » ! Selon le PC et Act-Up, Nora Berra a travaillé entre 1999 et 2009 pour Boehringer Ingelheim, BMS et Sanofi Pasteur. Mais son entourage a affirmé à l'agence Reuter « qu'il n'était pas en mesure de confirmer ces détails dans l'immédiat ». Alors, plus tard peut-être ?

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Sous le plateau des mille vaches

André Sulfide

EN REJETANT LA DEMANDE d'annulation de la procédure antiterroriste visant le « groupe de Tarnac », la cour d'appel de Paris a validé, le 22 octobre dernier, l'intégralité de l'enquête, estimant dans son arrêt que « les observations réalisées sur le groupe [ont permis] d'avérer sa volonté d'agir de manière concertée et violente afin de porter atteinte à l'État, ses représentants et ses infrastructures ».

Réveillés par ce nouveau rebondissement de l'affaire dite « de Tarnac », les observateurs jouent les étonnés. Comment d'éminents magistrats ont-ils pu accorder leur imprimatur à un travail policier qui, depuis deux ans, respire l'embrouille à plein nez ?

La Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), pour qui Tarnac fut la première enquête menée aux côtés de la sous-direction antiterroriste (SDAT), trimballe d'assez jolies casseroles, la dernière en date étant son rôle dans la surveillance de journalistes et ses investigations, sur ordre de

l'Élysée, pour détecter les sources d'information ayant permis de lever certains lièvres dans les jardins des grands argentiers de la République.

Ce crime de lèse-reporters paraît avoir ragaillardisé les hérauts du devoir d'informer, parmi lesquels on aurait peine aujourd'hui à trouver une seule plume capable de défendre un dossier aussi vide qu'un képi. L'affaire de Tarnac s'oriente désormais vers la cour de cassation, sur laquelle une pluie d'actes et de requêtes en nullité va s'abattre. « La police n'a eu de cesse dans ce dossier de violer les règles élémentaires du code de procédure pénale », prévenait l'un des avocats de Julien Coupat au prononcé de l'arrêt de la cour d'appel.

« L'affaire de Tarnac nous concerne tous », plaidait Edwy Plenel, un an et demi plus tôt sur Mediapart. « Parce que son déroulement met en péril plusieurs principes démocratiques vitaux : la présomption d'innocence, les libertés d'opinion et d'expression, voire, au-delà, la liberté de conscience,

c'est-à-dire le libre choix des valeurs qui conduisent une existence. » Plenel rejoignait alors le concert des Dominique Voynet, Cécile Duflot, Nicole Borvo (sénatrice PC), André Vallini (secrétaire national du PS chargé de la Justice), Arnaud Montebourg (qui exigea la démission de la ministre de l'Intérieur d'alors, Michèle Alliot-Marie), et même François Hollande qui, peu après la libération de Julien Coupat, en demandant au gouvernement une « explication nécessaire » au sujet de la fameuse enquête sur les sabotages des lignes TGV, s'interrogeait gravement : « est-ce qu'avoir des idées révolutionnaires, c'est tomber sous le coup de procédures antiterroristes ? »¹ Sur cette question, il est vrai que le PS n'a rien à craindre...

Deux ouvrages au moins² sont parus sur l'affaire, et d'ici à ce que cette dernière soit jugée (ce qui n'est nullement impossible), d'autres titres pourraient bien s'ajouter à cette bibliographie naissante. Ainsi, on s'est emparé de l'affaire de Tarnac pour, patiemment et sûrement, la vider de toute signification, de toute portée et en extraire, soit des mythes, soit une morale volatile que l'on s'empressera d'oublier sitôt le dossier classé.

Qu'on se souvienne de l'affaire d'Outreau. Par exemple.

La présomption d'innocence bafouée pour Coupat et les siens ? Mais elle l'est toujours ! Une enquête entachée d'irrégularités, des pressions policières, des éléments utilisés pour nourrir une théorie préétablie ? Il s'agit là, dans son effrayante banalité, de la vérité judiciaire qui est toujours le résultat d'une construction. Et ceci est valable pour le voleur de pommes comme pour le « terroriste » menaçant l'ordre bourgeois et républicain.

Soumis à la pression du capitalisme, privé de considérables sources de revenu, l'État dégraisse ses effectifs, baisse les dépenses publiques et assure, pour certaines de ses institutions (c'est le cas de la Justice), l'entretien minimum. À une époque où le fossé entre possédants et possédés se creuse, où l'insécurité sociale gagne maintenant les classes moyennes, un grand changement s'opère au cœur des principes qui régissaient, jusqu'à présent, le droit : de nouveaux dispositifs se mettent en place qui permettent de traiter, avec un minimum de moyens, des quantités importantes de dossiers (et par dossiers, il faut entendre : êtres humains capturés par le pouvoir). En 1997, le Parlement adoptait la loi sur le placement sous bracelet électronique de

ON A ENFIN TROUVÉ UNE BOMBE À TARNAC !



ME
MO

certaines détenus (condamnés à de courtes peines – moins d'un an – et ceux condamnés à de longues peines lorsqu'il leur reste moins d'un an de prison à exécuter), inaugurant une forme inédite de « prison portative » ; la loi sur les peines plancher appliquée aux récidivistes, adoptée en 2005, permet de prononcer une sentence d'après un simple barème ; dans la foulée, la loi sur la récidive étendait le champ d'application du bracelet électronique, présenté comme « une mesure de sûreté » et donc inscrit désormais dans le cadre du suivi sociojudiciaire ; validée en 2008, la loi sur la rétention de sûreté autorise l'enfermement à vie de « criminels dangereux », dans des centres spécialisés, à leur sortie de prison...

En ce qui concerne cette dernière mesure, la notion de dangerosité est capitale. Qu'elle ne soit pas définie juridiquement ne pose aucun problème aux magistrats ni aux politiques : elle jouit d'une aura scientifique – que les experts psychiatres commis par les juges ne cessent d'entretenir – et permet d'établir un diagnostic. Dans le cas de l'affaire Tarnac, on notera que les enquêteurs estiment avoir démantelé une organisation « préterroriste ».

Le « préterrorisme », une nouveauté construite par les flics (des Renseignements généraux, notamment), rejoint la logique de la loi anti-bandes du 2 mars 2010, qui réprime notamment « le fait pour une personne de participer sciemment à un groupement, même formé de façon temporaire, en vue de la préparation [...] de violences volontaires contre les personnes ou de destruction ou dégradations de biens ».

En même temps qu'elle s'organise pour expédier à vil prix ses dossiers, la justice devient prédictive. Se prononçant sur les intentions, elle ouvre à la vérité judiciaire un champ de construction quasi infini. Nous assistons là à une nouvelle forme d'organisation totalitaire, dont l'examen est ici limité à la Justice, mais qui mériterait sans doute une exploration plus complète.

Un tel constat aurait de quoi nous glacer. Si nous avons bien des raisons d'être inquiets, nous n'en avons aucune de nous résigner. Les dispositifs d'exploitation et de domination sont efficaces tant que les dominés et les exploités restent éparpillés. Edwy Plenel, pour le citer une dernière fois, tout en défendant le

« groupe de Tarnac » contre une justice qui aurait perdu de son humanisme républicain, prend soin de dépeindre un « groupe de jeunes anarchistes radicaux, entre doux rêveurs et extrémistes illuminés ». Cette volonté, si répandue dans les médias, de réduire les contestataires, les révoltés, les révolutionnaires à de simples marginaux, n'est évidemment pas anodine. Derrière un tel mépris, il y a, à n'en pas douter, la crainte de nous voir œuvrer en commun à des tâches précises.

Tout autant que nous sommes, nous aurions tort, je crois, de nous en priver. **A. S.**

1. Grand rendez-vous Europe 1-Aujourd'hui en France, 31 mai 2009.

2. Alain Brossat, *Tous Coupat, tous coupables : le moralisme antiviolence*, Nouvelles éd. Lignes, 2009 ; Marcel Gay, *Le coup de Tarnac*, F. Massot, 2009.



Quand l'autruche éternue...

Les glands des *mocassins* du pas doué magouilleur*

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je ? Ils ont remanié, et après ? Révolution dit mère Lagarde, que le mot n'effraie plus. Révolution mais oui, puisqu'un tour à 360°, pouffe la pouffe : non seulement ces gens-là, qu'ils soient de Bercy ou d'ailleurs, se moquent de nous à outrance, mais, cerise sur l'étron, ils n'ont aucun humour. Pour le reste, c'est à croire qu'on ne change pas une équipe qui perd, qu'on se contente, en douce, d'en affûter les crocs. Dans cette optique, mettre entre les papattes d'Hortefeux-d'artifice la question de l'immigration n'est pas un signe neutre. Immigré = délinquant = place Beauvau : l'équation, pour être logique, n'en est pas moins à pleurer de rage, ou de honte, selon. « Je m'inscris très directement dans les pas d'Éric Besson », a précisé Hortefeux-nouille, ce qui, sans étonner, ne lasse pas d'inquiéter. D'autant qu'à la question de savoir si, du coup, le maroquin ne risquait pas d'être comme qui dirait par trop lesté et la tâche, donc, immense, Hortefeux-à-volonté a répondu que non, bien sûr, que c'est une simple « question d'organisation ». Brrr... Cela vous a, n'est-ce pas, un petit côté... planificateur, à la mode Eichmann, finalement.

Le remanie ment, le remanie ment, le remaniement est allemand ? Il fut néanmoins

l'occasion d'un télésarkoshow d'un comique achevé. Sur la prochaine réforme : « En matière de fiscalité, je voudrais qu'on harmonise nos assiettes. » No comment. Sur la politique monétaire : « La Chine m'a donné son accord pour l'organisation d'un séminaire à ce sujet. » Diantre, la Chine, vous savez, ce pays d'un milliard quatre-cent millions habitants, dont pas un sur trois cent ne connaît l'existence d'un vague canton nommé France, eh bien, la Chine, la voilà donnant « son accord » à Sarko. Et son accord sur quoi ? Sur un séminaire... On en tremble, puisqu'à n'en pas douter, ce jour-là, la face du monde en sera changée, de long temps. Plus loin, concernant la remise du prix Nobel de la paix au Chinois Liu Xiaobo, le préfet s'empresse de botter en touche – à moins qu'il ne se mélange les nouilles, dès qu'il s'agit de l'Asie : « Aung Saan Suu Kyi a appelé Carla pas plus tard que ce week end. » Ben oué mon pote, comme je te le dis... Outre qu'on ne voit guère le rapport entre l'opposante birmane et le Nobel chinois – les yeux bridés, pour Sarko ? –, il n'est pas aisé, euphémisme, d'imaginer Aung Saan, en résidence surveillée depuis plus de sept ans, se précipiter le jour de sa libération sur le téléphone le plus proche afin d'appeler Carla Bruni, toute Sarkozy qu'elle soit. Bref, ceci

n'était jamais qu'une séquence de plus du Big Nawak sarkozien, basé sur le principe « Je raconte ce que je veux, je m'en fous, allez-y prouvez que je mens, ah ! ».

Tandis que l'excité du château s'invente des amis et des influences qu'il n'a pas, quelques juges cravachent, qui resserrent l'étau autour de sa petite personne, laquelle ne serait pas tout à fait étrangère à l'attentat de Karachi. On peut néanmoins faire confiance à notre justice de classe pour enterrer, à temps, cette embêtante affaire, avant qu'elle n'éclabousse les glands des mocassins du pas doué magouilleur. Parce que, quand même : plonger les mains dans la bouillasse, et jusqu'aux coudes s'il vous plaît, pour au final arroser de thunes la campagne 95 d'un looser tel Ballamou, ça vous en remet une couche de ridicule sur le Sarko. Il n'est plus à ça près, dites-vous ? Moi je dis : peut mieux faire.

Frédo Ladrisse

<http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com>

* Ceci n'est pas une contrepèterie...

Vive les enfants d' Cayenne!

Le 9 novembre 2010 à Grenoble, pendant la manifestation contre la loi de réforme des retraites, un lycéen a été gravement blessé (bassin et vertèbre fracturés) en chutant d'un pont en tentant d'échapper à la police, qui avait bloqué les deux accès pour charger les manifestants. Blessé à la colonne vertébrale par sa chute, il a pourtant été déplacé sans précaution sous le pont par la police pour le dissimuler aux regards de ses camarades, des passants et des médias. Un second lycéen déjà au sol a été frappé à la tête par plusieurs policiers puis arrêté et est toujours en GAV. Ils risquent tous les deux la prison!

11 novembre

La Fédération anarchiste de Rennes (La digne rage et La Sociale), la CNT 35 et des anars sans étiquettes, soit une petite cinquantaine de personnes, ont tenté de s'approcher du monument aux morts, pour un rassemblement antimilitariste. Ils ont été violemment repoussés par la brigade d'intervention, très zélée (coups et banderoles déchirées ou confisquées).

Comme chaque année, le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste de Besançon a appelé à un rassemblement antimilitariste le 11 novembre. Pendant de nombreuses années, les libertaires ont débaptisé et rebaptisé une rue en rue Lucien Bersot, fusillé pour l'exemple. Le groupe Proudhon a donc crié sa haine de l'armée et son refus de toutes les guerres. Il en va de même pour le groupe d'Aubenas qui a participé au rassemblement au monument aux morts pacifiste de Joyeuse.

Trop c'est trop!

Une centaine de syndicalistes ont bloqué, le 11 novembre, deux des trois entrées d'un hypermarché

Auchan de Montauban (Tarn-et-Garonne) pour protester contre l'ouverture des magasins le dimanche et les jours fériés et contre la réforme des retraites.

Fin du blocage à Saint-Ouen

Après dix jours de blocage 24 h/24, l'AG des communaux de Saint-Ouen (93) a voté sa levée: « Nos revendications en matière de paiement partiel des journées de grève ont été satisfaites [après quatre journées de négociation, tout de même], et l'incinérateur d'Ivry a repris son activité depuis le début de la semaine: continuer le blocage cessait donc d'être pertinent », en a conclu l'AG.

Solidarité

Une camarade du groupe de Caen de la Fédération anarchiste fait partie des inculpés du blocage du train transportant des déchets nucléaires. Elle passe en procès le 8 décembre. En tant qu'enseignante, une condamnation serait très préjudiciable...

McDo en grève

Les salariés du McDonald's de Boulogne-Billancourt ont décidé de faire une grève spontanée pour revendiquer une prime « TVA » (vu que McDo bénéficie d'un taux de 5,5 % depuis plus d'un an), une idée à reprendre dans les professions de bouche...

Appel de Poitiers

Le Forum antirépression organisé à Poitiers par le Comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux, les 13 et 14 novembre, a réuni des membres de différents collectifs existant à Toulouse, Bordeaux, Périgueux, Saint-Nazaire, Tours, Blois, Poitiers et Paris. Ils appellent les collectifs et les personnes luttant contre la répression à faire du samedi 19 mars 2011

une Journée nationale d'actions contre les politiques sécuritaires.

Bilan de la justice en France

« Locaux dégradés, personnel débordé, économies de bouts de chandelles et budgets épuisés dès juillet: la pauvreté de la justice n'est pas un leurre », constate l'Union syndicale des magistrats (USM) dans son Livre blanc 2010 sur l'état de la justice en France. Ce qui n'empêche pas les prisons de déborder...

L'immigration « toute Hortefaux »

Selon Patrick Weil, directeur de recherche du CNRS, spécialiste de l'immigration: « La réjouissance de la disparition du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale ne peut être que de courte durée, quand on voit que tout le secteur de l'immigration passe sous la coupe du ministère de l'Intérieur. Je pense que c'était un rêve de Nicolas Sarkozy quand il occupait ce poste, de diriger l'ensemble de l'immigration, des visas aux naturalisations, auparavant rattachés aux Affaires étrangères ou aux Affaires sociales. La politique de l'immigration a besoin d'autres visions que celles de la police et des préfets. »

Anti-Pacs, le retour!

Le député homophobe Mariton a fait voter un amendement pour rétablir l'avantage fiscal aux jeunes mariés prévus dans le projet de loi de finances 2011. Cette proposition exclut explicitement les pacés et le projet vise clairement à « garder une logique d'encouragement du mariage ». Et de préciser dans Le Figaro: « Il s'agit d'un choix politique d'encouragement de la famille durable, du mariage comme élément structurant de la société. » Selon Les Panthères roses, « au lieu de se préoccuper de sauver la famille, le projet de loi de finances ferait bien d'instaurer une justice fiscale: supprimer tous les impôts injustes qui ne dépendent pas des revenus et du patrimoine et taxer davantage les riches, en commençant par supprimer le bouclier fiscal ».

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOUH KROKAGA



Ça booste derrière les barreaux

Interview avec l'équipe de Ras-les-Murs

Lundi 15 novembre, une première journée de mobilisation du personnel pénitentiaire a eu lieu pour réclamer davantage de moyens (financiers et humains), bloquant de nombreux établissements et services. Certains gardiens se sont étonnés de la violence des CRS à leur rencontre, mais ce n'est rien comparé à l'impact que peuvent avoir ces blocages sur le quotidien des détenus. Retour sur cet épisode avec l'équipe de l'émission Ras-les-Murs (Radio libertaire, tous les mercredis de 20 h 30 à 22 h 30).

Le Monde libertaire: Que pensez-vous du mouvement de protestation des matons ?

Ras-les-Murs: C'est quelque chose de récurrent chez eux et, avec le changement de garde des Sceaux, ça leur permet de ne pas se faire oublier. Leurs demandes sont toujours les mêmes, et elles ne concernent absolument pas une amélioration des conditions de détention.

ML: Et quelles sont leurs revendications ?

RIM: Plus de recrutement pour un budget encore plus important. Mais, il faut savoir qu'en 2002 il y a eu une embauche de 1 000 gardiens et qu'en 2008 il y a eu de nouveau une campagne pour recruter davantage de personnel. Au mois de novembre 2010, on compte 34 000 agents, dont 25 000 personnels de surveillance pour 61 428 détenus. C'est la seule administration française qui embauche encore et dont le budget va augmenter en 2011. Qui plus est, l'administration pénitentiaire n'est pas soumise au principe du « un fonctionnaire sur deux n'est pas remplacé au départ à la retraite ».

ML: Comment les prisonniers vivent-ils ces blocages et les « altercations » des matons avec les CRS ?

RIM: Dans un premier temps, c'est plutôt un sujet de rigolade. Comparées aux interventions hyperviolentes des CRS, gardes mobiles ou éris (équipes régionales d'intervention et de sécurité) lors des refus de remontée des promenades des détenus, les bousculades symboliques entre forces de l'ordre et surveillants de prison nous apparaissent comme une véritable mascarade.

ML: Jamais les revendications des matons ne concernent le bien-être des prisonniers ?

RIM: Bien sûr que non ! Les revendications des matons concernent seulement la sécurité du personnel, les salaires et l'augmentation de leur poste. Nous ne pouvons donc pas nous sentir concernés. Les seuls cas où nous pouvons être d'accord, c'est sur les interpellations relatives à l'hygiène, aux conditions

de détention déplorables et à la surpopulation. Mais ces revendications sont rares, si ce n'est inexistantes.

ML: Ces blocages ont-ils une incidence sur le quotidien des prisonniers ?

RIM: Oui, c'est évident, cela entraîne de nombreux inconvénients : le service général n'est plus assuré, certains déplacements sont supprimés, parfois les extraditions pour le palais de justice ne se font plus, les activités et les promenades n'ont pas lieu. Tout cela devient vite insupportable pour les détenus. Être enfermé est déjà quelque chose de très douloureux, contre-nature et très angoissant. Le fait de sortir en promenade, d'aller à un cours d'informatique, à une réunion, à une discussion, voire à la salle de musculation sont autant de soupapes qui permettent d'échapper à l'enfermement permanent.

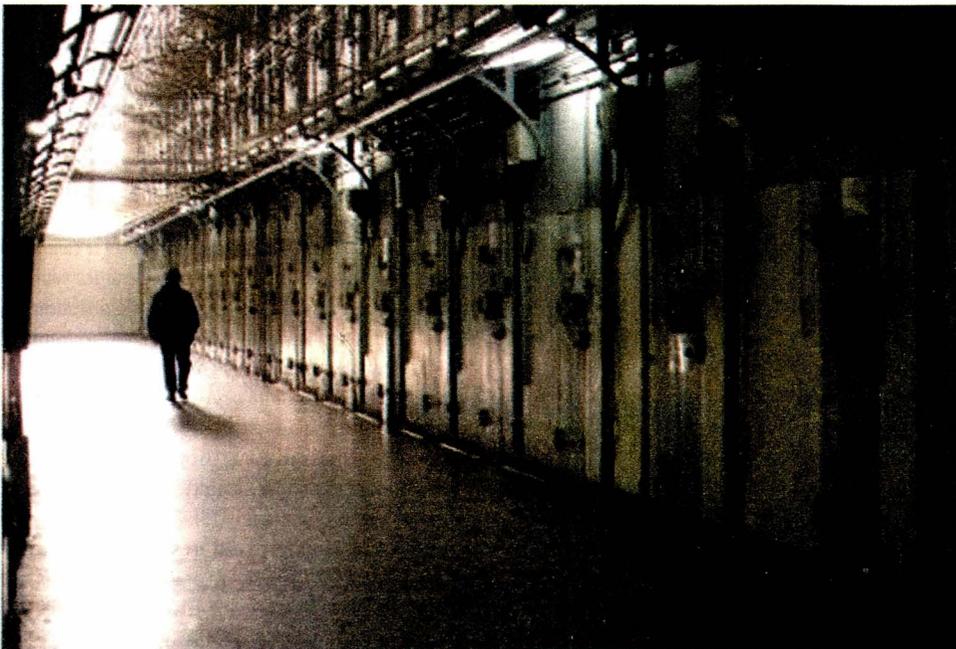
ML: Et pour les familles ? Quelles sont les conséquences de ces blocages ?

RIM: Quand les parloirs sont supprimés,

c'est beaucoup plus grave. Les familles restent en dehors des murs, tenaillées par l'inquiétude et se demandent ce qu'il se passe à l'intérieur. N'ayant pas été prévenues du blocage, elles ont, pour beaucoup, effectué des déplacements importants et se retrouvent devant une porte close. Pour ces familles, c'est évidemment de l'argent dépensé, pour ne pas dire dilapidé alors que la situation économique est majoritairement catastrophique pour elles. Les détenus, quant à eux, se retrouvent réduits à l'impuissance. Il ne va pas leur être apporté ce soutien, cet échange affectif et ce bol d'oxygène qui leur sont indispensables pour survivre dans cet univers mortifère. Ils se sentent pris en otage.

ML: Un mot pour conclure ?

RIM: Quand on connaît le *no man's land* émotionnel des prisonniers, il devient évident que ces blocages constituent de véritables incitations à la colère, à la révolte, à la haine et au désir de vengeance.



Plysorol Lisieux

L'abandon du site par les responsables !

Le groupe Plysorol, qui compte trois sites en France et deux au Gabon, vient de vivre une nouvelle reprise, et son site de Lisieux dans le Calvados connaît une situation dramatique et indécente. Contacté, *Le Monde libertaire* a demandé à un correspondant de se rendre sur les lieux s'entretenir avec les salariés en lutte.

Patrice Schiller

LE GROUPE, QUI APPARTENAIT initialement à un entrepreneur portugais, a été vendu à un investisseur chinois, M. Zhang, « qui nous avait rachetés en 2009, qui nous a laissé carrément tomber, nous dépouillant de tout. Il y a eu des périodes de chômage de six semaines, on reprenait une semaine sans matières premières qui arrivaient sur le site puis à nouveau une période de six semaines de chômage [...]. On se levait à 5 heures pour bâiller à ne rien faire... Il nous a dit qu'il reprenait le site pour une durée de trois ans et qu'il s'engageait à investir de l'argent, mais il n'a jamais rien fait. Il a repris en avril 2009, et en septembre 2009 il commençait à y avoir des difficultés et on a alerté les pouvoirs publics, le préfet est venu sur place et nous a carrément dit qu'en aucun cas il fallait troubler le nouveau repreneur et dix-huit mois après il y a 151 licenciements et les pouvoirs publics ont laissé faire ». À la suite de ce fiasco organisé, un nouveau repreneur s'est fait connaître, Ghassan Bitar, libanais cette fois-ci, le capitalisme et l'exploitation des salariés, le mépris dans lesquels ils sont tenus ne connaissent pas de frontières. Mais cette fois-ci le groupe, qui comptait trois sites, à Épernay, à Fontenay-le-Comte et à Lisieux, se voit amputé du site de Lisieux. Le nouveau

repreneur conserve donc les deux autres sites français et les deux sites gabonais ; au Gabon il devient propriétaire d'une forêt de 580 000 hectares et d'une usine de déroulage. Sans compter les filiales françaises, il semblerait que l'enjeu soit la matière première, à savoir le bois, c'est-à-dire les grumes. « Il [M. Zhang] a juste pris la matière première au Gabon, en laissant pourrir la situation ici, en vendant les stocks et en prenant les salaires. Plysorol a deux filiales au Gabon, 580 000 hectares de forêt et une usine de déroulage et ils doivent transformer le bois là-bas, maintenant, parce qu'on n'a plus le droit d'exporter les grumes. Mais depuis qu'il nous a repris il n'a jamais apporté la matière première sur les sites français. En fait les grumes, il les exportait directement en Chine, alors que Monsieur Estrosi s'engageait personnellement à veiller à ce qu'aucune grume ne quitte le territoire gabonais vers la Chine en réponse à des questions posées par Messieurs les députés Souchet et Leteurte, à l'Assemblée nationale. Et quand on a invité (certains disent séquestré) M. Zhang en septembre 2009, le mois d'après Monsieur Estrosi, ministre de l'Industrie, est venu sur le site de Fontenay et il est revenu en disant que tout allait bien et que cela allait repartir et qu'il allait même embaucher... Comme c'était avec les Chinois, est-ce qu'il n'y

avait pas d'autres marchés avec eux, ce qui voudrait dire que c'est au niveau politique qu'on a sacrifié une partie du bois pour autre chose, ce qui expliquerait peut-être pourquoi on avait rétrocédé 580 000 hectares de forêts qui étaient certainement la cible des Chinois à l'époque de l'achat. »

Pour cette nouvelle péripétie, tout commence donc le 11 octobre, après avoir réinjecté de l'argent dans le groupe, M. Zhang a stoppé tout réinvestissement au bout de dix-huit mois sur les trois ans d'engagement. Le tribunal du commerce a prolongé l'activité de trois mois pour trouver un nouveau repreneur, Ghassan Bitar, avec licenciement d'une partie du personnel. Les engagements avaient été rompus, c'est le début du mouvement. Le plan proposé une première fois par Ghassan Bitar déclaré non viable l'était devenu par miracle des décisions du tribunal. Peut-être parce qu'il sauvait 300 emplois sur les 450 des sites français : « Pour eux c'est la course à l'emploi. »

La sortie du tribunal en ce 11 octobre a été houleuse, les salariés ayant appris le comportement des acteurs du tribunal se sont

fâchés, « il faut savoir que le manager de crise dansait avec le DRH dans le tribunal quand ils ont annoncé les licenciements, et tout le monde riait comme il faut. En sortant ils rigolaient moins et ils dansaient d'une autre façon. Ils ont été bousculés un petit peu, vu le contexte, la misère était dans la rue, il y avait 150 salariés dehors... même l'avocat du CCE s'est adressé à nous avec mépris ».

La proposition de Ghassan Bitar contenait la possibilité de vendre les terrains de l'entreprise de Lisieux, pratiquement 13 hectares, pour faire un abondement dans le PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) pour les salariés licenciés, « ce qui aurait fait une prime plus conséquente car la proposition d'aujourd'hui c'est 2 000 euros pour dix ans d'ancienneté, soit une misère. C'est pour ça qu'on peut comprendre la colère des gens. Ghassan Bitar a racheté l'ensemble du groupe pour 350 000 euros sachant que sur Lisieux il y a pour 450 000 euros de stock. Il avait été dit que tout ce qui aurait été vendu du stock serait pour les salariés, mais on n'a pas avancé... L'idée, c'est de partir dignement avec une prime décente pour les salariés licenciés et pour les salariés qui vont rester ». Est-ce que ça veut dire que si les salariés trouvaient leurs dix-huit mois de salaires cela calmerait les choses ? « Dix-huit mois plus les préjudices moraux, car il n'y a pas que ça en jeu, et on veut la même prime pour ceux qui restent parce que si cela se trouve, si ce n'est pas

bien, dans deux mois ils seront virés et partiront avec rien. Il est déjà prévu entre six et huit mois de chômage pour ceux qui restent, en septembre, à la date de remise de l'offre de reprise qui se terminait à quinze heures, à deux heures on savait déjà que c'était M. Bitar alors que ce n'était pas fini, et on sait déjà que l'État cautionnait le chômage entre six et neuf mois jusqu'à la reprise. Autrement dit il y a un repreneur et c'est l'État qui cautionne le chômage, c'est le contribuable français qui nous paie. Déjà de l'époque de M. Zhang, l'État payait le chômage alors même qu'il s'était engagé sur trois ans. »

La proposition de M. Bitar a été acceptée alors qu'il existait un autre plan de sauvetage

pour garder les autres sites. Le directoire est à Fontenay. Tous les hauts cadres ont été repris et sont sur Fontenay... Il faut savoir que pour ceux qui étaient en difficultés financières le DRH les a réunis pour leur dire qu'il pouvait éventuellement leur donner 35 euros sur avance de salaire du mois, qu'est-ce que vous voulez faire avec ça, dans un premier temps on nous donnait 35 % du salaire mais ça ne paie même pas le loyer, qu'est-ce que vous faites pour les gens qui ont besoin, là, maintenant. C'est pour ça qu'on a mis en place une solidarité et qu'une solidarité des gens de l'extérieur s'est manifestée, des commerçants ; il y a des boulangers qui nous amènent le pain ; d'ailleurs on les remercie, il y a des gens qui ont été très généreux. »

Et du côté du soutien des élus et du ministre, il est venu essentiellement de Clotilde Valter, conseillère régionale, qui est derrière eux et suit le dossier et vient les voir régulièrement, sinon seul le président du conseil régional, M. Beauvais, leur a accordé son soutien et fut présent avec eux à Paris devant le ministère de l'Industrie. Du côté du ministère de l'Industrie : « Quand on a été au ministère de l'Industrie, à Paris, on a été accueillis par huit à neuf fourgons de CRS, on nous a parqués comme des animaux, on nous a mis là et il ne fallait pas bouger, il n'était pas question d'aller



troubler leurs affaires, on leur a bien dit que ce n'était pas nous les voleurs. »

Quant au maire de Lisieux, ce n'est même pas la peine d'en parler, pour lui ce sont des empêcheurs de tourner en rond et de faire la politique de droite que tout élu UMP se doit d'appliquer pour faire plaisir au grand chef Sarkozy.

Les partis de l'opposition n'auront pas été très présents non plus.

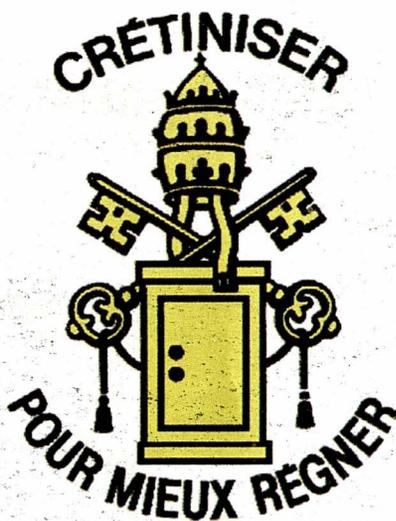
Tout au long de cette période de transition, « il y a eu deux administrateurs, deux mandataires, un manager de crise, un cabinet-conseil de suivi du plan social de sauvegarde de l'emploi, qui au final vont nous coûter cher, qui nous avaient promis d'être payés en heure et en temps » ; tout le monde n'aura donc pas été déçu du dépeçage du site de Lisieux, bien rémunérés pour mener à bien leur tâche de destruction alors que, « quand on voit le député, il nous dit il n'y a personne pour payer, nous on lui dit et bien c'est simple l'État avance l'argent et réclame au chinois. Alors là, ce n'est plus la même chose ».

Depuis quelque temps les médias nationaux s'intéressent au site de Lisieux, cela permettra de sortir les salariés de leur isolement, des salariés qui le disent : « On se bat, on a du mal. »

P.S.

Les chrétiens sont des hommes comme les autres

JE CONFESSE, ô sœurs et frères, que le titre de cet article est bien plat. Les anarchistes ne doutent pas une seconde que les chrétiens ne soient des hommes comme les autres, un peu plus crédules peut-être que la moyenne des électeurs. Mais certains chrétiens, un peu plus naïfs, ou un peu plus fanatiques, croient que les chrétiens devraient vivre différemment. En particulier, pratiquer ce qu'ils prêchent. Non, vous au fond de la classe, ne levez pas la main pour rappeler que les chrétiens prêchent tout et son contraire: aimer son prochain mais brûler l'hérétique; croître et multiplier mais préférer la chasteté; laisser venir à moi les petits enfants mais de préférence jolis, dociles et discrets. Vous n'apprendrez rien à personne. L'un de ces chrétiens bizarres, Ronald J. Sider, a écrit *The Scandal of the evangelical conscience, Why are Christians living just like the rest of the world?* (*Le Scandale de la conscience évangélique, pourquoi les chrétiens vivent-ils comme tout le monde?*). Les « évangéliques » sont les fondamentalistes, la version protestante des intégristes. Les évangéliques sont ces tristes sires qui détestent la masturbation, qui vomissent l'homosexualité, qui abominent l'adultère, la danse, et le rire, qui brûlent les femmes légères et pendent les hérétiques, qui élisent Bush et rêvent d'une troisième guerre mondiale contre l'islam. Du ventre fertile de la bête est cependant sorti ce monsieur Sider, tout étonné de constater que ses camarades d'amertume ne dédaignent pas les petits plaisirs: par exemple, 26 % des évangéliques américains ont divorcé, cependant que le taux de divorce dans la population américaine non chrétienne n'est que de 22 %. Mieux encore; le petit Jésus a réclamé que ses enfants lui paient dix pour cent de leur revenu. La dîme, en bon français. Chez les évangéliques américains, qui n'ont jamais vraiment su s'ils priaient Mammon plutôt que Jésus, on ne rigole pas avec la dîme. Officiellement.



Réellement, en 1968, les affiliés aux Église américaines donnaient en moyenne 3,1 % de leur revenu à leur Église. Pas le bon pourcentage, mais c'était déjà quelque chose. On en est à présent à 2,66 %.

Le pourcentage – parmi les évangéliques – de personnes payant vraiment 10 % de leur revenu est 6 %. Selon une intéressante statistique donnée par Sider, si les évangéliques payaient la dîme, les Églises américaines disposeraient de 146 milliards de dollars par an. Les Nations unies, rappelle alors Sider, estiment que 80 milliards de dollars par an suffiraient à assurer eau potable, dispensaires accessibles et éducation primaire au milliard de personnes les plus pauvres sur Terre. Bref, conclut Sider, « il resterait encore 60 milliards de dollars pour faire de l'évangélisation dans le monde ».

Sider continue. L'organisation True Love Waits (*Le véritable amour attend*) milite pour supprimer toute activité sexuelle prémaritale. Elle demande donc aux jeunes de signer des promesses de « se garder pour le mariage ». Depuis 1993, deux millions de promesses ont

été signées. Mais Sider, honteux et confus, gémit; 88 % des signataires des promesses ont quand même eu des relations sexuelles avant le mariage. Et le taux de maladies sexuellement transmissibles parmi les signataires ne diffère pas de celui des non-signataires! Une citation trop attendrissante pour ne pas être donnée: « Tragiquement, le pourcentage de chrétiens mâles impliqués dans la pornographie n'est pas très différent de celui des non-sauvés [unsaved]. » Ça branle dans le manche, monsieur Sider!

Pourtant, le plus drôle du livre n'est pas dû au pauvre Sider, mais à un autre imbécile, étalé par les éditeurs en quatrième de couverture. L'immortel auteur de *Le Christ est Tout!* Un manifeste joyeux sur la suprématie du Fils de Dieu, David Bryant, écrit, dans un affligeant jargon d'école de com'que nous traduisons avec le plus scrupuleux respect: « Scandale n'est pas un mot trop fort pour le déficit de sainteté dans nos rangs. Ron Sider a articulé avec force ce que d'autres leaders chrétiens ont identifié comme une crise – une crise de christologie –, une crise de comment nous voyons, nous cherchons, nous parlons et servons le Fils de Dieu pour TOUT ce qu'il est. Cependant qu'il nous expose aux preuves convaincantes de l'impuissance spirituelle et de la paralysie de nos vies et de nos églises, Sider nous emplit du grand espoir que, grâce à une étreinte plus tenace de l'autorité de Jésus, le mouvement évangélique pourra de nouveau impacter le monde "d'une façon digne du Seigneur". »

Nestor Potkine

qui se demande si le déficit de sainteté dans les rangs anarchistes risque d'impacter le monde d'une façon indigne du Seigneur

... LA NAPHTALINE

La femme selon Playmobil

En avant le sexisme !

EN ME PROMENANT, lundi dernier, dans les rues de Paris, je suis tombé sur un magasin de jouets (dont je tairais le nom). Curieux de voir ce qu'étaient devenus les jeux qui, naguère, meublaient mon enfance, je passais le pas de la porte et me dirigeais tout droit au rayon des Playmobil, ces jouets en plastique avec lesquels on reconstruit, déconstruit et/ou réinvente la société, de l'Antiquité à nos jours, de l'imaginaire au réel, du BTP (ils ont de super pelleuses!) aux pirates fantômes. Après une courte frustration devant les nombreuses nouveautés (les anciens Égyptiens, les morts-vivants, les dinosaures n'existaient malheureusement pas à mon époque!), je consulte le catalogue de l'année 2010 qui, toutes les deux pages, met en scène les petits bonshommes en plastique : l'hôpital, la campagne, les pompiers, le Jurassique, l'Ancienne Égypte, la piraterie, le Moyen-Âge, etc. Certaines de ces scènes font rêver et, quelque part, procurent une certaine nostalgie d'une époque plutôt insouciant pour ceux qui, comme moi, avaient la chance de pouvoir en avoir. Mais l'enchantement est de courte durée lorsque, tombant sur les pages consacrées à la vie de famille à la maison, je me rends compte que la vision de la femme de Playmobil est profondément ancrée dans les vieux schémas patriarcaux – et malheu-

reusement toujours d'actualité – d'une femme boniche. Ainsi, dans le décor idyllique d'une grande maison avec jardin et véranda hyper-chics, les femmes s'occupent de nourrir l'enfant au biberon, de ranger le lait dans le frigo, d'étendre le linge, de mettre la table, d'apporter dans une poêle le steak et les saucisses du repas, de balayer la cour et de planter les carottes. Trois d'entre elles ne bossent pas, trop occupées qu'elles semblent être à... lire un magazine de fleurs, se coiffer ou se regarder devant la glace en se brossant les dents... Les mecs, quant à eux, lisent un bouquin devant la télé, sont assis à table en attendant le repas, consultent un magazine sur un fauteuil bien confortable dans la véranda, jouent au football ou lisent dans leur pieu. Seul l'un d'entre eux met la main à la pâte pour faire... le barbecue (sûrement un truc de mâle, faudrait pas se brûler)!

Ah oui, j'oubliais aussi le brillantissime titre de la scène : « Papa, est-ce que je peux regarder mon film préféré? » Une façon de montrer que, dans la famille, c'est le père – le *pater familias* – qui détient l'autorité, c'est lui qui autorise ou interdit. La femme? Trop occupée aux tâches ménagères...

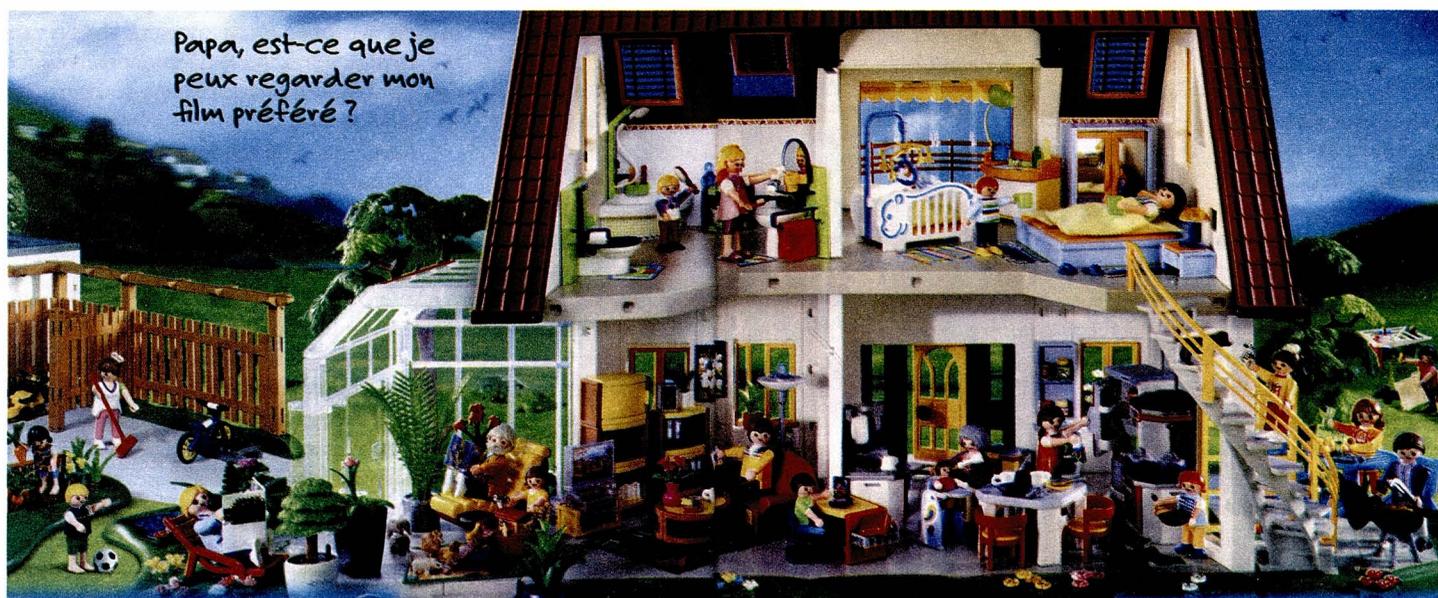
Playmobil nous offre donc une vision fortement machiste de la famille avec des mecs qui glandent pendant que les filles s'occupent

de cuisiner, de nettoyer et de ranger. Si cela peut paraître relativement anodin, ça pose quand même la question de l'impact que peuvent avoir ce genre de mises en scène sur le développement des enfants. Quand, dès leur plus jeune âge, leurs jouets préférés reproduisent et véhiculent – du moins ainsi présentées – des valeurs profondément réactionnaires, dans quelle mesure et à quel degré les mômes sont, à leur tour, amenés à les intégrer pour, plus tard, les reproduire et ainsi entretenir sans cesse cette vision sexiste des femmes?

Tout cela est bien dommage, car les Playmobil pourraient être le moyen, pour l'enfant, de construire, dans le virtuel et le jeu, une autre société, porteuse de valeurs différentes et, pourquoi pas, émancipatrices. Un moyen, aussi, de refaire l'histoire et de bâtir le futur. Or, les mises en scène présentées dans le catalogue (que lisent avec bonheur tous les petits!) ne font qu'entraver cette liberté d'imagination pour contraindre l'enfant à reproduire les tristes réalités de son époque. Encore une fois, dommage!

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste



Le piège se referme...

Et certains s'en rendent compte

Jean-Pierre Tertrais

LA CONTESTATION D'UNE CROISSANCE INFINIE ne date certes pas d'aujourd'hui, mais de plus en plus de voix se font entendre, dans les milieux qualifiés d'intellectuels, pour exprimer leur doute sur les bienfaits de la croissance.

Les premiers avertissements remontent sans doute aussi loin que la croissance économique elle-même. Dès 1908, Theodore Roosevelt écrivait : « Nous nous sommes enrichis de l'utilisation prodigue de nos ressources naturelles et nous avons de justes raisons d'être fiers de notre progrès. Mais le temps est venu d'envisager sérieusement ce qui arrivera quand nos forêts ne seront plus, quand le charbon, le fer et le pétrole seront épuisés, quand le sol aura encore été appauvri et lessivé vers les fleuves, polluant leurs eaux, dénudant les champs et faisant obstacle à la navigation. »

En 1931, Paul Hazard, dans *Le Malaise américain*, tirait les leçons de la crise de 1929 : « Alors un doute immense commence à troubler les esprits. L'idée qu'il faut surproduire pour qu'on surachète, c'est-à-dire l'idée qui domine la vie économique de tout le pays, est-elle si juste? Quand le marché est saturé et que la production continue, que devenir? Le malaise est là. Il va plus loin que l'effondrement de certaines fortunes, plus loin même que la faillite, la disparition ou le suicide de quelques hommes d'affaires. Il y avait une conviction établie, une méthode qui avait donné ses preuves, un système économique qui semblait infaillible, et voici que les

principes qui ont fait la gloire de l'Amérique sont remis en question. »

Même Keynes, dont les libéraux se servent perfidement pour justifier leur mondialisation meurtrière, écrivait, dans *Perspectives économiques pour nos petits-enfants* : « Il sera temps pour l'humanité d'apprendre comment consacrer son énergie à des buts autres qu'économiques. » « L'amour de l'argent comme objet de possession, qu'il faut distinguer de l'amour de l'argent comme moyen de se procurer les plaisirs et les réalités de la vie, sera reconnu pour ce qu'il est : un état morbide plutôt répugnant, l'une de ces inclinations à demi criminelles et à demi pathologiques dont on confie le soin en frissonnant aux spécialistes des maladies mentales. »

À partir des années 1970, de nombreux penseurs avaient ouvert des réflexions critiques, favorisant la prise de conscience des limites et des dégâts de la croissance (Ivan Illich, André Gorz, François Partant, René Passet, Jacques Ellul, Nicholas Georgescu-Roegen, le Club de Rome...).

Une remise en cause qui s'accélère

Mais ce qui est plus significatif – et sans doute plus inquiétant pour les optimistes invétérés –, ce sont les points de vue développés récemment, alors que la décroissance fait majoritairement l'objet des attaques les plus vives et les plus ordures depuis qu'elle est formulée.

Déjà, le début des années 2000 avait vu la montée en puissance de « nouveaux indicateurs de richesse ». Plus récemment, des conférences internationales se sont tenues sur le thème de la « mesure du progrès des sociétés » (l'OCDE) et sur la nécessité d'aller « au-delà du PIB » (la Commission européenne). Ce qui ne constitue pas une démarche révolutionnaire, mais contribue à institutionnaliser le questionnement sur le découplage entre la croissance et la progression du bien-être.

Auteur, en 2006 (donc avant la crise), d'un rapport qui ne stigmatisait en rien la croissance, Nicholas Stern déclarait en septembre 2009 : « Les pays riches vont devoir oublier la croissance s'ils veulent stopper le changement climatique. »

Voici ce que déclarait le philosophe Dominique Bourg, un des grands promoteurs des thèses du développement durable en France, à la revue *Études*, en juillet 2010 : « Nous parlons de développement durable depuis plus d'une vingtaine d'années. C'était une tentative pour dissocier la croissance du PIB de la consommation d'énergies et de ressources naturelles. Nous savons maintenant que c'est impossible. Deuxième diagnostic sévère sur le développement durable : ce devait être une démarche de prévention, d'anticipation à l'échelle des problèmes globaux, tant en matière d'environnement que de répartition de la richesse. Or force est de constater que le développement durable est à cet égard un échec, même s'il a inspiré maintes actions



intéressantes à une échelle locale, et également pour les entreprises. Repensons à ce que disaient les grands textes fondateurs de la réflexion écologique des années 1970, ceux d'Illich, des époux Meadows, les auteurs du rapport au Club de Rome, de Georgescu-Roegen, Goldsmith ou Gorz. Tous n'envisageaient d'autre possibilité qu'une décroissance des économies. Or nous sommes désormais contraints de considérer à nouveau cette perspective. »

Économiste, professeur à l'université de Lille 1, Jean Gadrey vient de publier un livre au titre évocateur, *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire* (éditions Alternatives économiques & Les petits matins). L'auteur y écrit (p. 11) : « Le culte de la croissance est fondé sur l'oubli des principaux enjeux sociétaux : toujours plus de quoi, pour qui, et avec quelles conséquences ? Il nous interdit d'envisager d'autres hypothèses : la croissance ne serait-elle pas devenue un facteur de crise, un obstacle au progrès, une menace ? » Et plus loin (p. 153) : « Notre hypothèse est donc que, si d'importantes réorientations structurelles de la production et des modes de vie ne sont pas enclenchées rapidement, la crise actuelle, de nature systémique, va se prolonger pendant des années et engendrer de nouvelles périodes récessives. Il serait totalement inefficace dans ces conditions de se contenter d'une simple inflexion de la production en direction de processus et de produits plus écologiques, laissant en l'état ou presque le système financier, les inégalités, le pouvoir des actionnaires, le fonctionnement du commerce mondial et le culte de la croissance associé au consumérisme. »

Robert Hirsch, ancien haut-fonctionnaire étatsunien, physicien chez Exxon¹, vient de faire paraître un livre préfacé par James Schlesinger, ex-secrétaire à l'Énergie du président Carter. Il y annonce que nous avons atteint le pic de pétrole et que « d'ici deux à cinq ans, les extractions mondiales vont entrer en déclin ». Conséquence : « Au niveau mondial, le produit intérieur brut va décroître chaque année pendant une décennie. Cette récession de l'économie mondiale pourrait facilement atteindre 20 à 30 % au total sur toute cette période. Voilà ce que je veux dire quand je dis "catastrophique". Des guerres pourraient avoir lieu. »

Les conclusions d'un rapport de l'armée allemande, rendu public par *Der Spiegel* le 11 septembre 2010, confirment les propos précédents. Ce rapport insiste sur le fait que la disparition progressive du pétrole pourrait provoquer l'effondrement des bourses, la rupture d'approvisionnement de certaines matières premières et de denrées alimentaires, une augmentation rapide du prix de nombreux objets, la faillite des États...

Dans le même élan, l'Académie des sciences, qui ne se distingue pourtant pas par des positions particulièrement rebelles, vient de désavouer les thèses de l'intraitable climatocéptique Claude Allègre en reconnaissant que « plusieurs indicateurs montrent une augmentation du réchauffement climatique de 1975 à 2003 », et que ceci est dû « principalement à l'augmentation de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère – cette augmentation est prouvée incontestablement par l'activité humaine ».

Pour sa part, le statisticien danois Bjorn Lomborg, mondialement connu pour avoir soutenu que nombre de problèmes environnementaux – dont le changement climatique – étaient exagérés, déclare aujourd'hui, dans un ouvrage collectif qu'il dirige, *Smart solutions to climate change*, que ce changement climatique est

une réalité, qu'il découle de l'activité humaine, qu'il est important et que le Giec² est fiable à 90 %. Si même les « politiquement corrects » se mettent à casser le moral des troupes, où va-t-on ?

Jusqu'au bout de la logique productiviste

Mais dans le temps où une prise de conscience écologique progresse très lentement, le massacre continue. Si, par exemple, le gouvernement de Lula a sorti vingt millions de Brésiliens de la pauvreté, laissant d'ailleurs intactes les structures très inégalitaires du pays, c'est moins grâce aux transferts sociaux qu'en raison de la forte croissance (plus de 7 % pour l'année 2010), c'est-à-dire la frénésie avec laquelle l'économie brésilienne dévore les matières premières du pays, aggravant la crise écologique et les chances de vivre décemment de la prochaine génération.

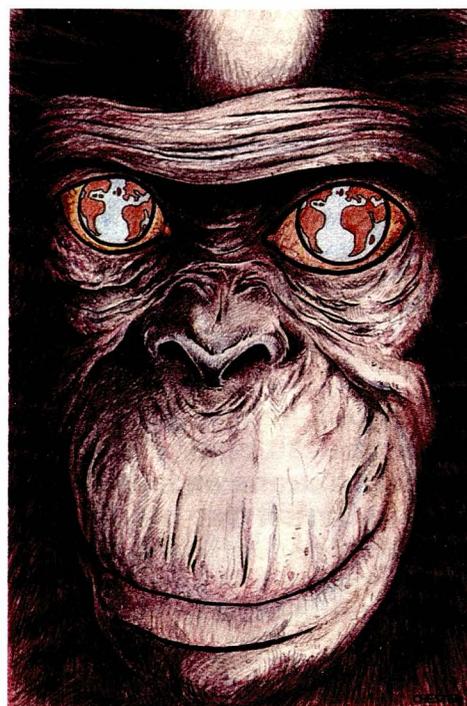
De la même manière, l'envol économique de la Chine commence à se payer d'un prix exorbitant : 400 à 600 villes chinoises manquent structurellement d'eau, de nombreuses rivières sont asséchées, la déforestation multiplie les tempêtes de sable, effets auxquels il faut ajouter des émissions de CO₂ en hausse, une dépendance au charbon lourde de conséquences, un volume des eaux usées et des déchets préoccupant...

Par ailleurs, une guerre d'un nouveau type sur le front des métaux rares s'intensifie, parce qu'ils deviennent indispensables aux nouvelles technologies : antimoine pour les semi-conducteurs, tungstène pour les têtes de missiles, thallium pour l'imagerie nucléaire, lithium pour les batteries, coltane pour les téléphones mobiles, indium pour les panneaux solaires, le gallium pour les ampoules basse consommation, le néodyme pour les aimants, etc. Une bonne quinzaine de métaux indispensables à la fabrication d'objets high-tech se raréfie, entraînant une augmentation de leur prix³.

Outre le fait que beaucoup de ces métaux soient utilisés dans l'industrie de la défense – c'est-à-dire soumis à la plus grande opacité –, les gisements se concentrent dans quelques régions (Chine, Bolivie, Afrique de l'Ouest). La Chine notamment, qui produit 97 % de ces minerais et métaux rares, vient d'annoncer son refus de les exporter. D'où un vent de panique, particulièrement aux États-Unis. La France vient également d'élaborer un plan d'action pour sécuriser l'accès aux matières premières minérales rares. Mais le génie humain pourrait-il succomber à une conjoncture aussi dérisoire ?

Et, comble de malheur, il semblerait que les neuf premiers mois de cette année 2010 aient vu le plus grand nombre de catastrophes naturelles liées aux conditions climatiques depuis cent trente ans (inondations au Pakistan, canicule et incendies en Russie, tempêtes au Mexique, sécheresse en Amérique du Sud, etc.). Mais méfions-nous des coïncidences... et des complots internationaux.

Dans le même registre de l'insignifiance, il est hautement probable que, une fois passé le mouvement social sur les retraites, soient



oubliés les « dommages collatéraux » : les files d'attente devant les stations d'essence, l'augmentation des prix à la pompe, les difficultés d'approvisionnement en matières premières, les tonnes d'ordures amoncelées, alors que ces situations ne font que révéler la dépendance et la vulnérabilité extrêmes de notre modèle social à l'égard du pétrole et préfigurent, à échelle réduite, ce qui nous attend dans un avenir très court, et cette fois-ci sans échappatoire.

Ce n'est pas seulement une lutte défensive contre le démantèlement des services publics et de la protection sociale qu'il va falloir conduire, mais bien le chantier d'une autre société où le partage des richesses et le contrôle des ressources par les populations elles-mêmes s'accompagnent d'une redéfinition lucide des besoins individuels et collectifs. Face au choc énergétique qu'annonce une surconsommation au-delà des capacités de la planète, pratiquer l'antidécroissance va bientôt relever des sports extrêmes. **I.-P. T.**

1. ExxonMobil Corporation est une société pétrolière et gazière américaine. En 2008, son chiffre d'affaires de 425 milliards de dollars est équivalent au budget du Département de la Défense des États-Unis ou encore au PIB de la Suisse – et est ainsi supérieur à celui de 179 des 195 pays reconnus par l'Onu. (Ndlr.)

2. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. (Ndlr.)

3. La dénomination actuelle de ces minéraux est « matières premières minérales critiques », caractérisées par un critère quantitatif : petites productions, de quelques tonnes à 200 000 tonnes ; un critère technique : majoritairement des sous-produits de l'industrie minière ou métallurgique ; un critère économique : produits à haute valeur marchande ; un critère de criticité : leur importance industrielle ne vient pas du chiffre d'affaires qu'ils représentent, mais de leur importance cruciale pour de nombreuses filières industrielles (celles listées dans l'article). (Ndlr.)

Inde : maoïsme, **capitalisme**, et puis ?

Guérilla et/ou décroissance, une autre (r)évolution ?

Le 25 août, les journaux *Le Monde* et *Libération* annonçaient que l'entreprise multinationale Vedanta avait renoncé à creuser les collines sacrées des Dongria Kondh de la province d'Orissa pour en extraire de la bauxite. *Le Monde libertaire* s'était fait précédemment¹ l'écho de ce que nous racontait à ce propos Arundhati Roy, une des plus célèbres militantes des droits civiques en Inde. Elle revient, dans un très long article paru en ligne sur Outlookindia.com au début septembre, sur la situation indienne et les enjeux de cette guerre qui ne dit pas son nom mais qui vise à liquider les propriétés collectives des peuples premiers d'Inde (soit plus d'une centaine de millions de personnes). Ce qui est révélateur de l'information donnée par ces journaux sur la plus grande « démocratie » du monde, c'est que, dans *Libération*, la répression policière terrible menée sous le nom de code de « Chasse verte » n'apparaît pas et que *Le Monde* ne fait qu'une timide allusion à cette guérilla qui s'est de fait installée dans ces forêts si convoitées. Voici ci-dessous des extraits du texte de Arundhati Roy intitulé « The trickledown revolution » présent en anglais sur le site de divergences.be

Pierre Sommermeyer

Arundhati Roy

À L'AUBE DU 2 JUILLET 2010, au fond des forêts de Abilabad, la police de l'État d'Andhra Pradesh a tiré une balle dans la poitrine d'un homme appelé Cherukuri Rajkumar, connu par ses camarades sous le nom d'Azad. Il était un membre du bureau politique du parti communiste de l'Inde (maoïste) hors la loi. Il avait été désigné par son parti pour être le responsable des négociations de paix avec le gouvernement indien.

Pourquoi la police a-t-elle tiré à bout portant et laissé ces marques évidentes de brûlures alors qu'elle pouvait facilement masquer ses traces ? Était-ce une erreur ou un message ?

Ils ont tué une autre personne ce matin là, Hem Chandra Pandey, un jeune journaliste qui voyageait avec Azad quand il fut appréhendé. Pourquoi l'ont-ils tué lui aussi ? Était-ce pour être sûr de ne pas laisser un témoin vivant capable de raconter ce qui s'était passé ? Ou était-ce juste pour le plaisir ?

Au cours d'une guerre, si dans les premiers préliminaires à d'éventuelles négociations un côté exécute un envoyé de l'autre côté, il est raisonnable de penser que le côté qui assassine ne veut pas la paix. Il semble bien qu'Azad ait été tué parce que quelqu'un a décidé que les enjeux étaient trop importants pour le laisser vivre. Cette décision pourrait être une sérieuse erreur de jugement. Pas à cause de ce qu'il représentait mais à cause du climat politique aujourd'hui en Inde. [...]

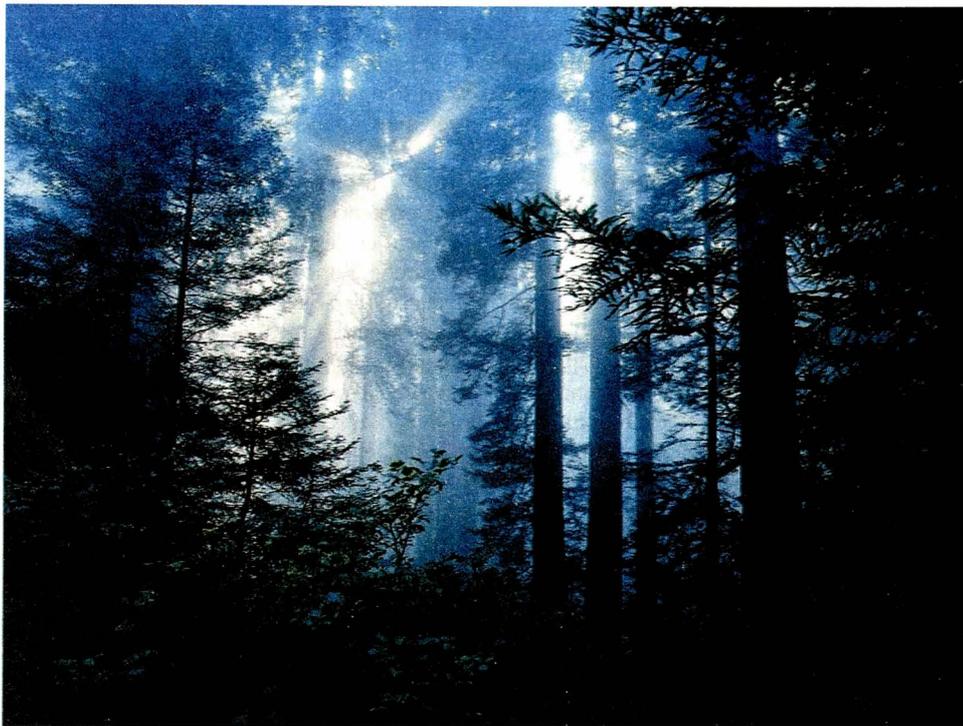
Quelques jours après avoir dit au revoir

aux camarades² et avoir émergé de la forêt de Dandakaranya je me suis retrouvée à l'Observatoire Jantar Mantar sur la rue du Parlement à New Delhi. [...]

J'étais là parce qu'un millier de ces habitants des trottoirs venant de tout le pays étaient là pour réclamer l'application de quelques droits fondamentaux comme ceux d'avoir un abri, à manger avec des cartes de nourriture, et ainsi que d'être protégé de la brutalité policière et des extorsions criminelles des administrateurs municipaux. [...]

Les personnes présentes à la manifestation de ce jour là n'étaient même pas des « slum dogs » des habitants des bidonvilles, ils sont des habitants des trottoirs. Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? Ils sont les réfugiés du glamour indien, les déchets d'une usine devenue folle. Ils sont les représentants des 60 millions au moins des personnes déplacées, par expropriations rurales, par des famines rampantes, par des inondations ou des sécheresses (beaucoup causées par la main de l'homme), par des mines, des usines d'acier et des fonderies d'aluminium, par des autoroutes et autres voies express, par 3 300 grands barrages construits depuis l'indépendance et maintenant dans les zones économiques spéciales.

Ils font partie des 830 millions de personnes qui en Inde vivent avec moins de vingt roupies par jour, ceux qui crèvent de faim pendant que des millions de tonnes de blé sont mangées par les rats dans les hangars du



gouvernement ou brûlées en masse (c'est moins cher de les incinérer que les distribuer aux pauvres). Ils sont les parents des dizaines de millions d'enfants mal nourris dans notre pays, des deux millions qui meurent chaque année avant d'arriver à cinq ans. Ils sont les millions qui forment ces équipes qui sont transportées de ville en ville pour construire la Nouvelle Inde. C'est ce que l'on appelle « profiter des fruits du développement moderne ».

[...]
 Debout là, dans cette foule vulnérable dans ce jour plein de lumière, je pense à tous les combats qui sont menés par le peuple de ce pays, contre les grands barrages dans de nombreuses vallées, contre les mines, menés contre la police par les adivasis (peuple premiers), contre le vol de leurs terres par les

industries et les zones économiques spéciales partout dans le pays. Combien d'années (et de combien de façons différentes) les gens se sont-ils battus pour éviter un tel destin. Je pense à tous mes amis comme à mon jeune garde du corps qui m'a accompagnée pendant tout le temps que j'ai passé dans la jungle avec les maoïstes. Je pense à la dignité majestueuse de la forêt dans laquelle j'ai marché récemment, le rythme des tambours adivasis étant comme le pouls rapide d'une nation furieuse.

Quand j'ai rencontré, dans la forêt, le camarade Roopi (responsable technique de la guérilla) la première chose qu'il m'a dite après m'avoir souhaité la bienvenue fut de me questionner à propos d'une interview que j'ai donnée peu de temps après que les maoïstes aient attaqué une école de filles dans



Dantewana qui avait été transformée en poste de police. Plus de 50 policiers et SPO (flics spéciaux) avaient été tués dans l'attaque. « Nous avons été contents » me dit-il « que vous ayez refusé de condamner notre action, mais pourquoi dans la même interview avez-vous dit que le jour où les Maoïstes arriveraient au pouvoir la première personne qu'ils prendraient serait probablement vous? Pourquoi avez-vous dit cela? Pourquoi pensez-vous cela de nous? » Nous avons été dérangés au moment où j'allais argumenter là dessus. J'aurais probablement commencé en rappelant les purges stalinienne dans lesquelles des millions de gens ordinaires et près de la moitié des 75 000 officiers de l'armée rouge furent emprisonnés ou tués et j'aurais parlé des membres du comité central, 98 sur 138 qui furent arrêtés, j'aurais continué avec le prix démentiel payé par le peuple chinois lors du Grand bond en avant comme lors de la Révolution culturelle, j'aurais aussi terminé avec ce qui s'est passé en Andhra Pradesh quand les maoïstes, au cours de leur précédente guerre du peuple, ont tué le « sarpach » (représentant de la communauté villageoise) de Pedomallapuram et attaqué les militantes politiques qui refusaient d'obéir à leur appel au boycott des élections.

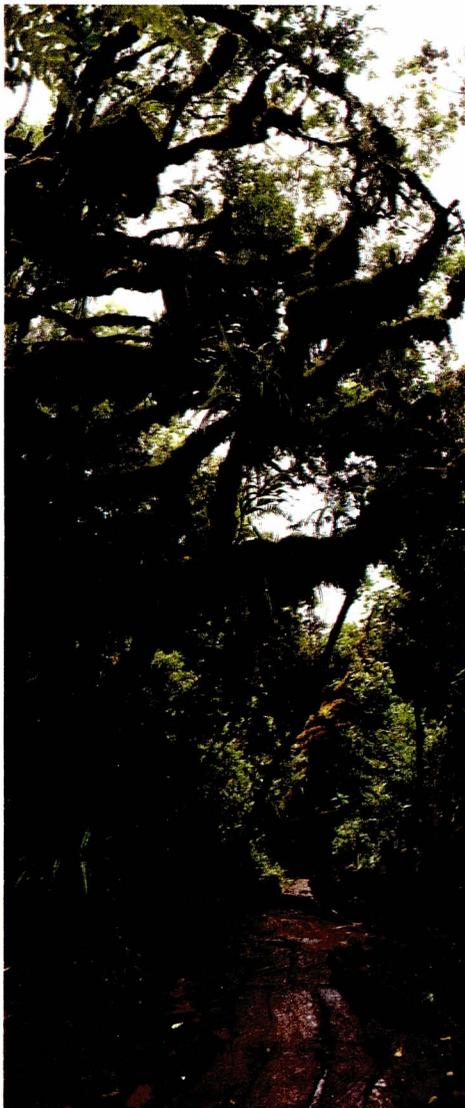
En ce moment même les maoïstes sont les plus militants des groupes de résistance combattant l'assaut donné contre les territoires ancestraux des adivasis par un cartel d'entreprises minières et leurs alliées chargées des infrastructures. Déduire de là que le CPI (maoïste) est un parti ayant une nouvelle façon de penser le « développement » environnemental est allé un peu loin. La chose rassurante est qu'il s'est prononcé contre les grands barrages. S'il croit à ce qu'il dit cela l'amènerait à une façon de penser le développement radicalement différente.

Pour un parti qui est largement considéré comme s'opposant à l'assaut des trusts miniers, la position maoïste tant théorique que pratique à propos de l'extraction minière reste particulièrement vaseuse. Dans plusieurs endroits où la population se bat contre les compagnies minières, il existe une rumeur persistante comme quoi les maoïstes ne seraient pas contre la continuation des extractions et de la mise en place des infrastructures nécessaires tant qu'en échange une taxe leur est versée pour les protéger. Des interviews données comme des déclarations faites par leur leader il ressort l'idée qu'ils feraient, eux, mieux. Ils promettent vaguement des mines respectueuses de l'environnement, des versements des royalties plus importantes, une meilleure réinstallation des personnes déplacées et de meilleur rapport pour les actionnaires. (L'actuel ministre des mines et matières premières est lui aussi sur la même ligne, devant le Parlement il promit que 26 pour cent des profits générés par les mines iraient au développement « tribal ». Quel festin pour les cochons à l'auge!)

Arrêtons-nous un instant sur cette star des mines, les quelques milliards de dollars de

bauxite. Il n'existe pas de façon écologique d'extraire de la bauxite et de la transformer en aluminium. C'est un procédé des plus toxiques que la plupart des pays occidentaux ont délocalisé de leur propre environnement. Pour produire une tonne d'aluminium il faut six tonnes de bauxite, plus d'un millier de mètres cubes d'eau et une quantité importante d'électricité. Pour avoir cette quantité d'eau et de courant il faut avoir des barrages énormes qui comme nous le savons entraînent avec eux un cycle cataclysmique de destruction.

La dernière question, mais la plus la plus importante, est à quoi sert l'aluminium? Où cela va-t-il? L'aluminium est le matériau principal des usines d'armement qui elles sont dans les autres pays. Ceci étant dit, quelle peut être une politique d'exploitation saine et écologique? Supposons, pour l'argumentation, que le CPI (maoïste) ait le contrôle de ce que l'on appelle le « corridor rouge », les territoires tribaux, avec ses gisement riche en uranium, bauxite, calcaire, dolomite, charbon, étain, granit, marbre, comment cela se passerait-il tant du point de vue politique comme du point de vue de la gestion? Extraierait-on du minerai afin de le mettre sur le marché et d'en tirer des revenus, ce qui impliquerait la



construction d'infrastructures afin d'en assurer le développement? Ou bien cela servirait-il juste à satisfaire les besoins de base de la population. Par exemple les armes nucléaires seraient elles un besoin de base dans un état maoïste?

À en juger par ce qui s'est passé en Russie comme en Chine et même au Vietnam, les sociétés dites communistes et les capitalistes ont au moins une chose en commun, l'ADN de leurs rêves. Après avoir fait la révolution, après avoir bâti des sociétés socialistes que des millions d'ouvriers et de paysans ont payé de leurs vies, ces deux pays ont commencé à inverser les gains de leurs révolutions et se sont convertis en des économies capitalistes débridées. Pour elles aussi la possibilité de consommer est devenue le critère du progrès. Pour ce type de progrès on a besoin de l'industrie. Pour faire fonctionner une industrie on a besoin d'un approvisionnement régulier et sûr de matériau brut. Pour cela on a besoin de mines, barrages, domination, colonies, guerre. Les vieux pouvoirs s'évanouissent, de nouveaux apparaissent. C'est la même histoire avec de nouveaux personnages, les pays riches pillant les pays pauvres. Hier c'étaient l'Europe et les États-Unis, aujourd'hui c'est l'Inde et la Chine. Peut être demain sera-ce le tour de l'Afrique. Mais y aura-t-il un « demain »? Peut être est-ce trop tard de se poser la question, mais l'espérance a peu à faire avec la raison.

Peut-on s'attendre à ce qu'une alternative à ce qui se présente comme une mort certaine pour la planète puisse surgir de l'imagination qui a été le moteur de la crise actuelle? C'est peu probable. L'alternative, si elle existe, émergera des endroits et des gens qui ont résisté à la marée hégémonique du capitalisme et de l'impérialisme au lieu d'être coopté par lui.

Ici en Inde, malgré toute cette violence et de toute cette avidité, une immense espérance est encore là. Il existe une population qui n'a pas encore été complètement colonisée par le rêve consumériste. Il existe une tradition vivante héritée de ceux qui ont combattu pour réaliser la vision de Gandhi de développement durable et d'autonomie, pour les idées socialistes d'égalitarisme et de justice sociale. Nous avons aussi la vision d'Ambedkar³ qui a mis en question autant les gandhiens que les socialistes. Nous avons aussi la plus spectaculaire coalition de mouvement de résistance possédant une expérience, une compréhension et une vision.

Mais par dessus tout, l'Inde a une population première (adivasi) survivante d'une centaine de millions d'individus. Ils sont ceux qui connaissent les secrets d'une façon de vivre soutenable. S'ils disparaissent, ils emporteront avec eux leurs secrets. Des guerres comme l'opération Green Hunt les feront disparaître. La victoire des tenants de ces guerres contiendra en elle-même les germes de la destruction, pas seulement des adivasis, mais aussi de

la race humaine. C'est pour cela que la guerre du centre de l'Inde a autant d'importance. C'est pour cela qu'il est urgent que des discussions s'engagent entre toutes les personnes et toutes les formations politiques qui s'opposent à cette guerre.

Le jour où le capitalisme sera forcé de tolérer l'existence de sociétés non capitalistes en son sein et de reconnaître ses limites dans sa recherche d'une domination totale, le jour où il sera forcé de reconnaître que son approvisionnement en matière premières ne sera pas sans fin, ce jour là le changement pourra advenir. S'il y a quelque espoir pour le monde cela n'aura pas lieu dans les conférences sur le changement du climat ou dans les villes aux hautes tours. Cela prendra vie sur le sol, avec ce peuple qui va à la bataille chaque jour pour protéger ses forêts, ses montagnes, et ses rivières parce qu'il sait que les forêts, les rivières et les montagnes le protègent.

Le premier pas pour imaginer à nouveau un monde si terriblement mal parti est d'arrêter l'annihilation de ceux qui ont une imagination différente, une imagination qui est ailleurs, hors du capitalisme comme du communisme. Une imagination qui a toute une compréhension différente et complète de ce qui constitue le bonheur et l'accomplissement. Pour gagner cet espace philosophique il est nécessaire de concéder un peu d'espace physique pour la survie de ceux qui peuvent apparaître comme les gardiens de notre passé et qui devront être les guides de notre futur. Pour réaliser cela nous devons dire à nos gouvernants: laissez l'eau dans les rivières, les arbres dans les forêts, la bauxite dans la montagne. S'ils disent que ce n'est pas possible qu'ils arrêtent de demander aux victimes de leur guerre d'être de bonne moralité. **A.B.**

1. Dans son numéro 1580 du 28 janvier 2010.

2. Le récit de son périple dans la jungle au sein de la guérilla est présent sur divergences.be, en anglais, sous le titre « Walking with the Comrades » paru dans la presse indienne en ligne le 21 mars 2010.

3. 1956-1991, intouchable, il fut le père de la Constitution indienne.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, c'est les autres qui l'écriront à notre place. » **Inconnu**

Histoire des Bourses du travail

Entre services sociaux et révolution sociale

David Rappe *

LE SYNDICALISME FRANÇAIS a gagné sa spécificité de structure et d'action avant 1914 au travers des Bourses du travail. Si les structures verticales, telles les fédérations de métiers et d'industries, basées sur la solidarité ouvrière dans une même branche impulsent une lutte professionnelle à l'échelle du pays, les bourses du travail ont apporté une double dimension au syndicalisme français par la constitution d'organismes horizontaux et territoriaux. Ces organismes sont alors porteurs d'un autre type de solidarité, dépassant les diversités de professions et de corporations, pour s'inscrire dans une solidarité de proximité géographique, de classe ou même d'aspiration à la transformation sociale. C'est bien à travers la solidarité interprofessionnelle que la conscience révolutionnaire est la plus apte à s'affirmer.

De plus, la finalité du projet des Bourses était, en assurant la formation d'une classe ouvrière autonome (objectif contenu aussi dans les services qu'elles proposaient), d'être à la fois un outil d'émancipation intégrale des travailleurs et un instrument d'organisation de la société future. À travers les bourses du travail et le modèle de syndicalisme qui y était développé, on peut apercevoir un modèle révolutionnaire complet basé sur un fondement socioprofessionnel et non idéologique, une tactique : l'action directe; une stratégie : la grève générale; et des moyens d'action et d'organisation de la société à venir : la CGT et la fédération des Bourses.

Naissance, évolution et fonction des Bourses du travail

Trois éléments semblent déterminer le phénomène national d'éclosion des Bourses. Tout en étant un projet déjà ancien, avec la loi de 1884 autorisant les syndicats, un double processus va apparaître. D'une part, cette décision s'inscrit dans les objectifs des gouvernements républicains de l'époque d'essayer d'attacher la classe ouvrière au régime par un certain nombre de lois à caractère social. D'autre part, c'est une réponse aux nombreuses pressions, au plan local, des travailleurs pour voir apparaître dans leur ville une telle institution afin d'obtenir des

locaux pour se réunir, élaborer leurs revendications et organiser leurs actions. Enfin, syndicalistes comme élus républicains voient dans les bourses du travail un remède au problème criant des bureaux de placement privés.

La première Bourse du travail ouvre ses portes à Paris le 3 février 1887, suite à une décision du conseil municipal. Rapidement, celles-ci vont se développer sur tout le territoire et dix des quatorze bourses existantes en 1892 vont fonder à Saint-Étienne une fédération. Cette fédération des Bourses du travail accroît rapidement son influence sur le mouvement ouvrier, aux dépens de la Fédération nationale des syndicats, seule autre organisation nationale (mais alors inféodée au parti guesdiste). L'entrée des anarchistes dans les syndicats, largement favorisée par des militants comme Fernand Pelloutier et Émile Pouget, trouve alors tout son écho au sein des structures locales et interprofessionnelles que sont les bourses du travail.

Si le rôle premier d'une Bourse du travail, et sa justification au niveau des institutions, est son rôle dans l'organisation du placement des travailleurs par l'intermédiaire de ses bureaux de placement pour hommes et femmes, de nombreux autres services sont mis en place. Ces services peuvent varier d'une bourse à l'autre mais ils s'inscrivent tous dans la même démarche : répondre aux besoins de la population ouvrière tout en assurant son éducation primaire, professionnelle, sociale mais aussi socialiste.

Les Bourses du travail ont mis en place des services aussi riches et variés que le secours de route (versement d'une allocation appelée *viaticum*) pour les ouvriers de passage en quête d'ouvrage, des bibliothèques, parfois d'une impressionnante composition pour l'époque (celle de Paris contenait 2700 ouvrages au tournant du siècle), destinées à l'élévation des connaissances ouvrières dans tous les domaines, mais aussi à la distraction.

Les services des Bourses furent marqués par des réalisations considérables, comme les cours d'enseignement professionnel et d'enseignement général, les dispensaires médicaux char-



Fernand Pelloutier

gés de lutter, lors d'accidents du travail, contre les compagnies d'assurances trop complaisantes avec le patronat, et encore les services de renseignements juridiques afin de renseigner les travailleurs sur les nouvelles lois à caractère social florissant sous la III^e République.

Action et éducation

À côté de ses fonctions « institutionnelles » de bureau de placement et de locaux de réunions pour les syndicats, les Bourses du travail avaient aussi la volonté d'être des centres d'éducation sociale et des foyers d'agitation constante. L'action syndicale menée par les bourses se définit par son rôle solidaire envers les grèves locales, voire nationales, mais aussi par son implication dans une dynamique syndicale globale à travers son action lors des journées du 1^{er} mai ou la diffusion des idées-forces du syndicalisme de l'époque comme la revendication de la journée de huit heures, la grève générale ou encore l'antimilitarisme. Si, dans le cadre de grèves, la bourse n'avait pas vocation à en être l'actrice première, l'instrument de lutte directe étant alors le syndicat groupant les travailleurs concernés, elle jouait bien souvent un rôle déterminant en raison de l'expérience et des conseils qu'elle pouvait donner, de la capacité d'intervention et d'organisation de ses militants ou encore de la solidarité financière et morale qu'elle entraînait par la popularisation du mouvement par voie d'affiches, de meetings et de fêtes de solidarité.

En étant une structure d'entente, de regroupement et de coordination au niveau local, le but principal des Bourses en cas de mouvements de grève était, tout en assurant une aide logistique, de diffuser l'information et d'organiser la solidarité à tous les niveaux, auprès de toutes les corporations de la ville. L'organisation d'une caisse de grève afin de pouvoir soutenir financièrement toutes les corporations engagées dans une lutte et l'envoi de militants sur les lieux du conflit afin de servir de conseillers et d'orateurs étaient aussi des pratiques permanentes des Bourses du travail.

Bien souvent l'intervention des militants expérimentés des Bourses dans un conflit du travail fut déterminante pour la réussite de celui-ci.

Enfin, il est bon de signaler que c'est aussi au sein des Bourses du travail que se sont mis en place les sous-comités locaux à la grève générale. À côté de cette action syndicale, du travail de terrain, de propagande et d'agitation, les Bourses du travail ont aussi toujours gardé en tête la fameuse formule de Fernand Pelloutier : « éduquer pour révolter ». Les militants des bourses de cette époque étaient convaincus que pour pouvoir arriver à l'émancipation du prolétariat, il fallait lui donner les moyens de s'émanciper, de pouvoir porter et assumer un projet de transformation sociale.

Si la pratique de l'action directe au cours des mouvements de grève pouvait apparaître comme émancipatrice, soit en aboutissant à des réformes partielles soit parce qu'elle faisait office de « gymnastique révolutionnaire » dans la perspective de la révolution, il apparaissait aussi nécessaire de donner aux ouvriers « la science de leur malheur », pour reprendre une autre expression de Pelloutier.

Cette volonté de donner aux ouvriers, et en premier lieu aux syndicalistes, les moyens de comprendre et de maîtriser le monde qui les entoure, tout comme les moyens de dresser une autre société sans être dépendant de ceux qui détiennent le savoir, était présente dans toute l'œuvre des Bourses et marquait profondément les objectifs des cours professionnels et de la bibliothèque.

Pour compléter cette œuvre éducative en touchant un public encore plus large, les bourses mirent en place des rendez-vous à la fois pratiques, éducatifs et conviviaux qui passaient par des conférences d'éducation populaire, des fêtes et des représentations théâtrales. C'est au cours de ces fêtes ou conférences que des causeries étaient organisées sur des thèmes nombreux comme l'espéranto, le néomalthusianisme, l'émancipation féminine, l'antimilitarisme, etc. Rendre le « socialisme » plus attrayant était donc l'un des objectifs des fêtes



et conférences organisées dans les Bourses. Mais, au même titre que certains des services proposés, elles avaient aussi une fonction d'éducation et de conscientisation de la population ouvrière. Elles s'inscrivaient dans la recherche d'un équilibre constant entre l'action revendicative et l'éducation des travailleurs. Cet équilibre avait pour vocation de globaliser l'action syndicale particulière dans un mouvement d'ensemble, dans la recherche d'une émancipation intégrale par la pratique et « l'éducativisme ».

« L'enseignement » des Bourses du travail

Le premier élément d'importance à noter est la dualité de nature d'une Bourse du travail. Dans une période où il n'existait ni système étatique de placement, ni formation professionnelle réglementée, ni système d'assurance sociale, les bourses du travail ont alors joué un rôle fondamental en mettant en place des services à caractères « sociaux » et en répondant de cette manière à des besoins essentiels de la population ouvrière. C'est d'ailleurs à ce titre qu'elles recevaient des subventions de la part de l'État et de municipalités alors dominées par un personnel républicain soucieux de « paix sociale », d'intégration et d'attachement au régime des ouvriers.

Par ailleurs, la seconde nature de la Bourse est celle d'un centre de résistance, de revendications et d'actions ouvrières. Un centre de regroupement qui, particulièrement dans la période où le syndicalisme révolutionnaire était dominant, n'était point une institution, ni une contre-institution mais un ferment de désagrégation révolutionnaire de la société établie, de l'ordre social en place. La dualité de nature des bourses s'exprime alors à la fois par cette vocation à proposer des services répondant à un besoin précis dans le cadre de la société de l'époque et à être un lieu d'action et d'élaboration de la société future.

On peut aussi s'interroger sur le caractère subventionné des bourses du travail, sur les



Cours à la Bourse du travail de Toulouse.

« À partir du 1^{er} mai 1906, nous ne travaillerons que 8 heures par jour. » Bourse du travail de Paris.



moyens de contrôle dont disposaient les institutions sur celles-ci par le biais du financement. En grande partie, les municipalités pouvaient, par des « ennuis » financiers, freiner l'activité, les actions et donc le rayonnement des bourses tout en usant les militants qui composaient leur administration. On peut envisager que lorsque la municipalité jugeait que l'agitation menée par une bourse, ou même les idées et les pratiques qu'elle développait, pouvaient mettre en péril « la paix sociale » en remettant en cause l'ordre établi, elle avait les moyens de casser son action par une pratique plus sournoise que la répression, en lui diminuant ou même en lui supprimant les moyens de financement.

Ce phénomène est à l'origine de la fermeture, de 1905 à 1907, de seize bourses du travail dans un contexte où la propagande menée par la CGT autour du 1^{er} mai 1906, la revendication pour la journée de huit heures et la grève générale comme moyen d'y parvenir, plaçait la confédération dans une incontestable dynamique révolutionnaire. Il n'est pas étonnant que de nombreuses municipalités, ainsi que plus globalement le gouvernement républicain, aient voulu saper les bases du syndicalisme révolutionnaire en fermant les Bourses

par suppression de leur subvention et expulsion des bâtiments municipaux qu'elles occupaient. À aucun moment les militants des Bourses n'ont pu se doter d'une autonomie financière qui leur aurait permis, tout en œuvrant à la même édification d'une structure de services et d'éducation ouvrière, de se garantir une totale liberté d'action au niveau revendicatif et révolutionnaire.

Cette « répression financière » exercée par les institutions municipales et étatiques peut bien apparaître comme une volonté planifiée du personnel républicain de l'époque de saper les bases organisationnelles et militantes du syndicalisme révolutionnaire. La fermeture de nombreuses Bourses du travail développant les idées d'autonomie ouvrière puis leur réouverture sous la direction de militants socialistes, avec la complicité bien souvent des municipalités dominées par le même personnel socialiste, a certainement joué un rôle important dans la perte d'influence du syndicalisme d'action directe au sein du mouvement syndical français. C'est un élément qui fut trop souvent oublié dans les raisons qui expliquent ce déclin. Par ailleurs, de tels services que ceux mis en place par les Bourses auraient-ils pu apparaître

ou connaître un pareil développement s'ils avaient été portés uniquement par les capacités d'auto-organisation et d'autofinancement du mouvement syndical ?

En janvier 1914, il en sera fini de la structuration adoptée par la CGT lors de son congrès de « refondation » de 1902 et de la particularité de sa double dimension. À partir de cette date, le secrétaire de l'union départementale devient le seul représentant de la CGT. Il en est alors fini de la section des Bourses du travail au sein de ce syndicat et de leur autonomie.

Dès lors, il ne reste des Bourses du travail qu'un immeuble abritant le siège des syndicats. Il n'est peut-être pas étonnant qu'à la veille de la Première Guerre mondiale, les modérés, proches du parti socialiste venant de réaliser son unité en 1905, et qui avaient petit à petit, depuis 1906, pris le dessus sur le parti du travail, comme le nommait Émile Pouget, aient supprimé la section des Bourses et son autonomie. En supprimant celle-ci, ils ont supprimé le moyen pour le syndicalisme de porter un projet global en se passant des structures d'État et de sa représentation parlementaire. Si les bourses étaient le lieu de formation d'une classe ouvrière autonome, elles l'étaient par rapport à toute représentation politique, socialiste en premier lieu.

De plus, la tourmente de feu et d'acier qui suivit balaya presque totalement le mouvement ouvrier, notamment en raison de son incapacité à s'opposer à la guerre, ainsi que toute une génération de militants syndicaux. Lorsque le mouvement syndicaliste et ouvrier se reconstitue après la guerre, le processus ne peut se faire sans tenir compte « de la grande leue qui s'est levée à l'Est ». Beaucoup de militants se laisseront illusionner par la révolution russe et son écho amena de nouvelles orientations, malheureusement bien loin de l'idée d'autonomie ouvrière.

Alors que l'histoire du syndicalisme en France de 1917 à nos jours est complètement liée à un modèle de représentation politique, communiste ou socialiste, le limitant dans une action revendicative et bien souvent corporative, et attribuant au parti le rôle d'offrir des perspectives globales notamment par l'action parlementaire, il serait peut-être bon de redécouvrir ce qu'a pu être « l'autre socialisme ». Un socialisme non plus basé sur l'action syndicale professionnelle revendicative ou même corporatiste complétée par une action politique parlementaire globale, mais sur une action syndicale autonome contenant une double dimension professionnelle et interprofessionnelle porteuse de pratiques, d'une tactique, d'une stratégie et d'une finalité.

D.R.

* Cet article a été rédigé en 1997 lorsque le copain David Rappe était membre du groupe Durruti de la Fédération anarchiste. Il est l'auteur de *La Bourse du travail de Lyon, une structure ouvrière entre services sociaux et révolution sociale*, Éditions Atelier de création libertaire, 2004.



Bourse du travail de Toulou, un 1^{er} mai.

Une leçon de vie

Anarchisme et non-violence

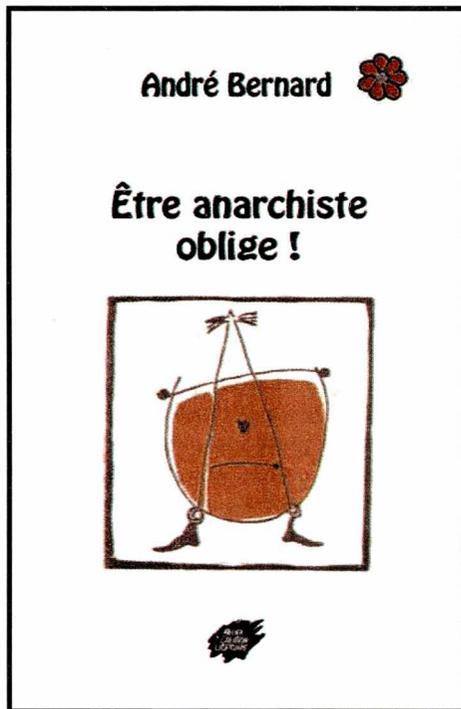
ON LUI AVAIT BIEN DIT : écris, mets donc tout ça sur le papier ! Tu en as fait tellement, cela pourrait nous être utile pour la concrétisation de nos aspirations communes, car le chemin est long, voire un peu désespérant parfois ! Et puis, pour quelqu'un qui a travaillé dans le Livre toute sa vie, c'est quand même la moindre des choses.

Hésitations, le temps passe et enfin... voici que l'Atelier de création libertaire livre ce petit ouvrage d'apparence coquette et joyeuse : *Être anarchiste oblige !* Eh oui... André a osé ! André Bernard, correcteur, anarchiste et non-violent.

Consignés en deux cent trente pages enrichies d'éléments de bibliographie, un récit de vie (première partie) et une collation d'écrits (seconde partie) pour la plupart repris du *Monde libertaire* et de la revue *Réfractaires* et analysés au peigne fin, expliqués, comme un don aux autres pour nourrir leur réflexion, car il aime le partage, et qui éclaire son cheminement, son existence, un combat sans esbroufe, inébranlable.

Disons-le tout de suite : le récit de vie reste léger, suffisamment dessiné cependant pour que l'on décèle une enfance bousculée, marquée par la Seconde Guerre mondiale qui le laisse seul face à un monde cruel qu'il ne cesse de questionner sans obtenir de réponse satisfaisante, et des parents qui se débattent dans un quotidien difficile sans se montrer beaucoup d'affection : une vie dure, sans livres à la maison, fondée sur l'autorité paternelle et la soumission maternelle ; un père qui, résistant à l'invasisseur, faisait passer la frontière clandestinement aux maquisards... mais battait sa femme, entraînant un jour l'interposition du fils. Une contradiction humaine, générosité, d'un côté, vilénie, de l'autre. On sent la douleur du fils sous-jacente, il ne peut compter que sur lui-même.

C'est par la lecture de *La Calotte*, revue que recevait son père, qu'il entrevoit cependant d'autres possibles : « *La Calotte ne disait rien des violences contre les femmes. Cette publication développait, entre autres, des idées antialcooliques, antitabagiques, naturistes, végétariennes, etc.* » Une révolte adolescente précoce, donc, face aux contradictions humaines, une recherche d'autre chose, d'un avenir différent, d'abord impalpable, aux



contours flous et qui va se préciser avec le temps et les rencontres. Une révolte qui s'est mue en réflexions et en choix dont jamais il ne s'est détourné : anarchie et non-violence.

Deux vocables souvent contradictoires dans l'esprit du péquin moyen, deux mots reliés ici dans les faits et qui ne tracent pour André qu'une seule ligne de vie. « *Les anarchistes que j'ai fréquentés alors [vers 1950, il avait 15 ans] et les idées qu'ils proposaient m'ont paru la voie, la clé de la transformation du monde et des êtres. C'était simple et pas simple du tout.* » Jamais de certitude, déjà. Hasard des rencontres d'abord, donc, le premier camping des jeunes libertaires, puis le bout de vie à Genève, avec la participation à des œuvres collectives (la création du *Cira*, la revue *Ravachol*) et à Bruxelles, la rencontre avec sa compagne, Anita.

Ce sont le service militaire et les « événements d'Algérie¹ » qui le poussent à s'interroger sur la violence, à choisir l'exil, le combat collectif avec d'autres, de toutes tendances, chrétiens, progressistes, l'action, le débat, les lectures (Gandhi, Vinoba Bhave, Jean-Marie Guyau, Kropotkine...), les questions d'éthique et de morale. Il explique avec conviction, renvoyant toujours aux « devan-

ciers ». Et, pour faire passer toutes ses idées, encore l'action « intellectuelle », la création d'une revue, en collectif, *Anarchisme et non-violence*, en avril 1965, qui durera une dizaine d'années, puis toujours, un nouveau chemin, plus personnel celui-là, marqué par la rencontre avec les surréalistes, la création, l'imaginaire en mouvement, les collages² : « *Un besoin de donner une activité à mes mains pour remplacer mon travail de lecture quotidien ? Ou quelque chose de plus profond ?* », car, à ce moment-là, la lutte est féroce, le conflit de la presse parisienne autour du *Parisien libéré* où il travaille ayant duré deux ans et demi... Et puis l'invention, car la créativité politique comme artistique doit toujours être de mise.

Il y aurait encore beaucoup à dire. Je ne suis pas « objective », je sais, je ne le peux pas ; c'est au nom de l'amitié profonde qui nous lie que je remercie André d'avoir finalement accepté de répondre sur le papier avec délicatesse, compréhension et conviction aux questions (oh ! pas toutes, tout n'est pas parfait !) dont on le harcèle souvent autour d'une table, au détour d'une rencontre ; son témoignage, retenu, pudique, la mise en pratique de ses lectures, ses textes, donnent confiance, énergie et courage. C'est un cadeau, une vraie leçon de vie.

Michèle Crès

1. À lire ou à relire Erica Fraters, *Réfractaires à la guerre d'Algérie 1959-1963 avec l'Action civique non violente*, Syllepse, 2005.

2. André Bernard, *Ma chandelle est vive, je n'ai pas de dieu*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2008.

André Bernard, *Être anarchiste oblige*, Atelier de création libertaire, Lyon, 2010, 14 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire.

C'est pas du cinoche!

Train d'enfer

Le train de déchets nucléaires qui a traversé une partie de la France et de l'Allemagne a, vous le savez, été l'objet de nombreuses actions de blocage, et a soulevé des mouvements de protestation. Une de nos camarades, elle, va payer cet engagement d'un procès, qui aura lieu le 8 décembre prochain, à Caen.

Massacre à la tronçonneuse

Nos camarades russes luttent depuis déjà des mois contre la construction d'une autoroute qui risque de passer à travers de superbes forêts. *Le Monde libertaire* s'en est fait l'écho à plusieurs reprises. Attaques de néonazis contre nos camarades, journalistes relayant cette histoire agressés physiquement, camarades emprisonnés suite à une manifestation, l'ambiance est lourde! Le réseau No pasaran a donc organisé une action directe non violence sous forme de happening au musée du Louvres, pour informer le public sur cette lutte.

On connaît la chanson

Remaniement ministériel ou pas, rien ne change, rien ne changera! On prend plus ou moins les mêmes et on continue la casse sociale: les mêmes refrains entraînent les mêmes effets. N'oublions donc pas que si la gauche tente de draguer l'opinion en vue des prochaines élections, là encore, on connaît la chanson!

The Truman Show

Le 1^{er} mai 2010, à Grenoble, une militante était accusée d'avoir cassé une caméra de vidéosurveillance, dans la rue, à l'issue de la manifestation. Le 16 novembre, l'accusée est passée en procès, devant une salle comble: le verdict sera connu le 26 novembre prochain. Assez de la surveillance policière!

Entretien avec un vampire

L'hyperprésident a eu droit, mardi 16 novembre, à un cirage de pompes en règle sur trois chaînes de la petite lucarne: TF1, France 2 et Canal+. Enterrer l'opposition à la réforme des retraites, continuer la désinformation et poursuivre la casse de nos existences, voilà le projet étalé publiquement grâce à la servilité des médias aux ordres. Brisons nos chaînes.

Seul contre tous

L'ex-grand timonier de *Charlie Hebdo*, Philippe Val, que certains surnomment déjà « le nettoyeur » depuis qu'il est à la tête de France Intox, se sent obligé de répliquer aux critiques qui fusent de toutes parts, dans l'hebdomadaire *Le Point*. Pathétique.

Bibo

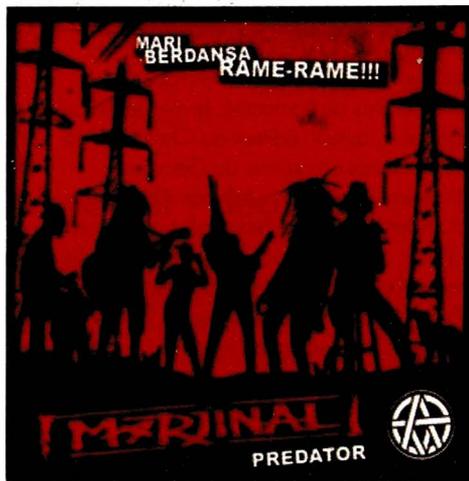
Critique marginale

À propos de l'album *Predator* des punks de Marjinal

AU PREMIER ABORD, l'Indonésie peut apparaître comme étant un pays où la mise en place d'une scène anarcho-punk solide ne semble pas évidente. Et pourtant, depuis le début des années 1990 à nos jours, il y aurait, d'après ma constatation, plus d'une centaine de groupes clairement engagés en faveur de la cause sociale et de la dissonance musicale.

L'introduction finie, nous pouvons nous attarder sur Marjinal, un groupe de punk-rock bien péchu, et plus particulièrement sur l'album *Predator* sorti en 2008 sur le label Propamedia où mélodies et chœurs en or sont de la partie avec ce quatuor chant-guitare-basse-batterie. Sur cet album, les sujets abordés vont de la critique de la globalisation économique et de la société consumériste, aux vertus du D.I.Y. (*Do it yourself*) et au soutien de la cause féministe.

Mêlant l'idée à l'action, ils s'investissent également dans la vie de leur quartier en aidant, par exemple, les autres habitants à construire un pont, en apprenant la sérigraphie aux enfants, en organisant des concerts de soutien ou des repas gratuits pour le projet Food, not bombs.



À ma connaissance, le groupe s'est séparé. Si vous souhaitez commander leurs productions vous pouvez contacter leur label par courriel: propamedia@gmail.com

David

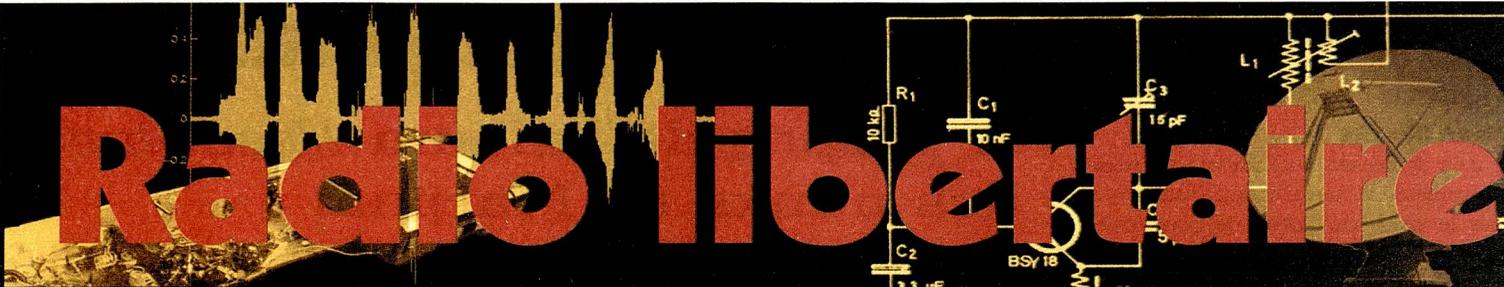
Groupe Idées noires
de la Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste s'agrandit



UN NOUVEAU GROUPE de la Fédération anarchiste vient de se former à Limoges dans le département de la Haute-Vienne. Vous pouvez le contacter à l'adresse limoges@federation-anarchiste.org ou bien à RI-FA, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

UNE NOUVELLE LIAISON également à Troyes dans le département de l'Aube. Vous pouvez la contacter à l'adresse: troyes@federation-anarchiste.org ou bien à RI-FA, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



Radio libertaire

Jeudi 25 novembre

Chronique hebdo (08 h 00) Commentaires anarchistes de l'actualité. Invité : Jean-Paul Liégeois, auteur, éditeur au Cherche Midi des œuvres complètes de Georges Brassens et, entre autres parutions, des *Romans acides* de René Fallet publiés en 2008. Il nous propose aujourd'hui un recueil de textes, de poèmes de Jacques Prévert écrits dans les années 1930, intitulé *L'Avènement d'Hitler*.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Écrire aux prisonniers pour la paix et point sur la campagne internationale pour l'abolition de l'Otan.

Entre chiens et loups (20 h 30) Anartiste. Collectif d'expression artistique et libertaire (musique, arts sonores, arts plastiques, poésie et chanson).

Epsilonia (22 h 00) Musiques expérimentales et expérimentations sonores.

Vendredi 26 novembre

Zones d'attraction (11 h 30) Philosophie, Witz, performance Zones d'attraction reçoit Pierre Dardot et Christian Laval, autour des enjeux conceptuels et politiques du néolibéralisme.

Radio espéranto (17 h 30) Espérantisme. Émission de l'association SAT-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue espéranto.

Samedi 27 novembre

Réveil Hip Hop (08 h 00) Culture rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00) Autour de l'affaire Quinot et de l'affaire Durand.

Chronique syndicale (11 h 30) Luttés et actualités sociales.

Bulles noires (17 h 00) Bulles de rêve. Rencontres avec des professionnels de l'animation : réalisateurs, dessinateurs, producteurs, spécialistes, initiateurs de salons...

Dimanche 28 novembre

Ni maître, ni dieu (10 h 00) Coordination des Libres penseurs.

La Plume noire (15 h 30) Nos nouveautés éditoriales anarchistes.

Rudies back in town (22 h 00) Approche sociopolitique du mouvement skinhead international.

Lundi 29 novembre

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 h 00) Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les partageux de la Commune (13 h 00) Histoire de la Commune de 1871 et son environnement historique.

Trous noirs (16 h 00) Luttés sociales. La présence des jeunes dans le vent de révolte actuel affirme leur politisation accrue face à la normalisation-insertion-répression que l'État leur réserve. Lycéens, Ilya et Paul en débattent avec Ludivine Bantigny, historienne, qui travaille sur la jeunesse comme enjeu social et politique.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme. Par les syndicats CNT de la région parisienne.

Mardi 30 novembre

Artracaille (11 h 00) Art en marge. La condition de l'artiste dans la cité. Thème : Abolition de l'art.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques et actuels.

Les amis d'Orwell (16 h 00) Antividéosurveillance. Une émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Pas de quartiers... (18 h 00) Exclusion sociale et accès au droit, politique sociale, politique de l'immigration, lutte contre la ségrégation, nous aborderons ces questions avec des membres du Camres (Centre d'accueil médicalisé et de réinsertion économique et sociale) et des membres des Compagnons de la nuit. Nous présenterons des lieux d'accueil alternatifs pour les personnes à la rue, en errance...

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique jamaïcaine des années soixante. Durruti Sound System clash Stackhanov Sound System.

Mercredi 1er décembre

La bibliothèque anarchiste (08 h 00) Lecture de textes militants.

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Furry Lewis, barde de Memphis.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Les Rendez-Vous Soniques (00 h 30) Le magazine libertaire du rock. Rendez-vous live.



89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org



Jeudi 25 novembre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: Sport & politique. Troisième rencontre/débat: L'idéologie réactionnaire des médias sportifs. Retour sur l'idéologie véhiculée au sein des médias pour ce qui touche au sport: sexisme, racisme, fascisme... Présentation de Ronan David et Fabien Lebrun, coauteurs de *Footafric: Coupe du monde, capitalisme et néocolonialisme* aux éditions L'Échappée. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Rennes (35)

21 heures. Concert de Déracine (noise punk, Japon) et Dotsitarunen (punk, Japon). Avec le soutien du groupe anarchiste La Digne rage. À la Maison de la grève, rue de la Barbotière.

Vendredi 26 novembre

Rennes (35)

19 heures. Projection d'un documentaire et rencontre avec l'activiste japonais Hajime Matsmoto, un des principaux fondateurs du collectif artistique et politique Shiroto No Ran (La révolte des amateurs). Avec le soutien du groupe anarchiste La Digne rage. À la Maison de la grève, rue de la Barbotière.

Oullins (69)

12 heures à 17h30. Projections du film *Putain d'usine* avec Jean-Pierre Levaray et Rémy Ricordeau, le réalisateur, dans le cadre du festival À nous de voir. Science et cinéma. Au théâtre de la Renaissance.

Samedi 27 novembre

Paris XI^e

20h30. Une projection avec Lucio au bar Maldoror, 10, rue du Grand-Prieuré.

Paris XVIII^e

18 heures. Projection du documentaire *Ici et maintenant*, suivi d'une discussion autour d'une auberge espagnole. Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche ou Abbesses. Merci de réserver votre venue par mail: bton.arme@gmail.com

Paris XX^e

14 heures. Journée de solidarité au profit de la caisse de grève régionale CNTRP. Débat, salon du livre et concerts. 33, rue des Vignoles. M° Avron ou Buzenval. Prix libre.

Figeac

20 heures. À l'initiative de la CNT-AIT et le soutien de la liaison anarchiste Figeac, rencontre/débat: « Lutter oui! Mais comment? L'assemblée populaire, un outil pour reprendre en main nos luttes ». Salle Roger-Laval, ancien CES, 2, rue Victor-Delbos.

Dimanche 28 novembre

Saint-Denis (93)

De 14 heures à 18h30. Contre-journée du patrimoine. Questionner la notion de « grand homme », évoquer les oubliés de l'histoire, ces citoyens anonymes qui eux aussi la construisent, mettre en lumière les initiatives individuelles notamment artistiques qui osent un regard non consensuel sur l'histoire, tel est le propos de cet après-midi de rencontres. Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, 22, bis rue Gabriel-Péri. M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mardi 30 novembre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: Expériences & expérimentations au théâtre, d'hier à aujourd'hui. Quatrième rencontre/débat: Une expérience de théâtre forum. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 3 décembre

Paris XI^e

20 heures. Contre-plongée: les séances ciné du groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste. Projection de *Aurora de Esperanza*, un film de Antonio Sau, réalisé en 1936 et produit par le syndicat du spectacle collectivisé de la CNT. Bibliothèque La Rue, 18, rue Robert-Planquette. M° Blanche ou Abbesses. Gratuit.

Rouen (76)

20h30. Réunion-débat: mouvement social et pratiques de lutte, démocratie directe.. Sabotages..Blocages... à la Librairie L'Insoumise.

Samedi 4 décembre

Paris XI^e

En soirée (horaires exacts non communiqués), carte blanche à Daniel Marque sur l'invitation de Thierry de Lavau. Les deux vieux proformateurs de la mythique Usine Pali-Kao remettent le couvert avec de nouveaux ingrédients pour dynamiter les genres musicaux. Studios Campus, 12 bis, rue Froment. M° Bréguet-Sabin. Caisse à prix libre.

Vendredi 10 décembre

Troyes (10)

19 heures. Conférence de l'UP3 (Université populaire de Troyes): Les affiches des combattants de la liberté: la propagande par l'affiche dans la guerre d'Espagne (1936-1939). Avec Ramón Pino et Wally Rosell. À la Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission, Entrée libre. Contact: up.troyes@orange.fr

Contre-plongée

Les séances ciné du groupe Salvador-Segui

vous présente

Aurora de Esperanza

un film de Antonio Sau

**produit par le syndicat du spectacle collectivisé de la CNT
(1936, 58 mn, VOSTFR)**

**Barcelone 1935, les usines ferment.
Juan, ouvrier, organise une grande
marche de la faim. Face aux autorités,
la Révolution éclate. Juan prend les armes
avec ses compagnons...**

**Vendredi 3 décembre
à 20 h 00**

**À la bibliothèque La Rue
18, rue Robert-Planquette
Métro Blanche ou Abbesses**

Gratuit

Fédération anarchiste